



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION / MARDI 16 AVRIL 2024 // N°791 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

MIKHAÏL BOGDANOV
LE SOULIGNE :
LA RUSSIE DÉTERMINÉE À DÉVELOPPER SON PARTENARIAT STRATÉGIQUE AVEC L'ALGÉRIE

Lire en page 2



DES MASSACRES SANS FIN Y SONT PERPÉTRÉS
GHAZA VIT L'ENFER SUR TERRE

Lire en page 4



FINANCE INTELLIGENTE
ALGÉRIE POSTE EXPLORE LES DÉFIS À RELEVER

Lire en page 16



AU PROCHE-ORIENT, LA PAIX S'ENLISE ET LES TENSIONS S'Y AIGUISENT
DEVANT L'ONU, L'ALGÉRIE EXHORTE À LA DÉSESCALADE

Lire en page 3



LES PRIX DE LA BANANE AUGMENTENT DE MANIÈRE INJUSTIFIÉE
LES PREMIÈRES SANCTIONS TOMBENT

Lire en page 6



CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ :

ISRAËL SE PRÉPARE À AFFRONTER LES COURS DE JUSTICE INTERNATIONALES

Plus les semaines passent, et plus une certaine communauté internationale se mobilise pour mettre l'État d'Israël devant ses responsabilités. Après l'action menée par l'Afrique du Sud pour dénoncer le génocide en cours à Gaza, c'est le Nicaragua qui monte au créneau et porte plainte à La Haye contre l'Allemagne qui finance une partie des armes utilisées pour tuer des civils palestiniens. En effet, les 8 et 9 avril 2024, la Cour internationale de justice a tenu des audiences prolongées pour étudier la plainte déposée par Managua, qui accuse ouvertement Berlin de «faciliter la commission d'un génocide» à Gaza, à cause du soutien militaire et politique du gouvernement allemand à Israël. Évidemment, l'Allemagne se défend, mais les

faits sont têtus, non seulement une partie de l'Europe, avec les USA, apporte son concours matériel en armement et en moyens à cette guerre. C'est le cas de la France qui livre 100 000 pièces de cartouche à l'armée israélienne : «La France a autorisé, fin octobre 2023, la livraison à Israël d'au moins 100 000 pièces de cartouche pour des fusils-mitrailleurs susceptibles d'être utilisés contre des civils à Gaza», lit-on sur les colonnes du journal L'Humanité. Selon les estimations des observateurs en armement en Europe, depuis six mois, ce sont plus d'un million de cartouches qui ont été expédiées à Israël, sans compter d'autres armes et d'autres équipements livrés alors que l'entité sioniste pilonne 24h/24 les populations gazaouies.

L'ARABIE SAOUDITE RÉDUIT DE 98,6% LES PROJETS DE VILLE DÉSERTIQUE NEOM

L'Arabie saoudite réduira les projets de sa ville linéaire NEOM de 500 milliards de dollars, The Line, dans le cadre de la vision 2030 de Mohammad bin Salman (MbS) visant à diversifier l'économie dépendante du pétrole. D'ici 2030, le développement a été planifié par étapes pour couvrir à terme une étendue de 170 kilomètres de désert côtier et abriter 1,5 million de personnes. Cependant, un responsable anonyme a déclaré à Bloomberg le 5 avril que le projet serait réduit à 2,4 kilomètres, avec une capacité réduite à moins de 300 000 habitants. Le projet NEOM The Line en Arabie Saoudite a également suscité des inquiétudes en matière de droits humains concernant l'expulsion requise de la tribu Howeitat de ses terres dans la région de

Tabuk. Un groupe d'experts indépendants des droits de l'homme nommés par l'ONU a fait part de ses préoccupations en mai de l'année dernière à la suite de l'annonce de l'exécution potentielle de trois membres d'une tribu pour avoir résisté aux expulsions forcées. "Bien qu'ils aient été accusés de terrorisme, ils auraient été arrêtés pour avoir résisté aux expulsions forcées au nom du projet NEOM et à la construction d'une ville linéaire de 170 km appelée The Line", ont indiqué les experts. L'organisation saoudienne de défense des droits humains ALQST a également critiqué la condamnation par le gouvernement saoudien des membres de la tribu Howeitat.

LES NUAGES DE SABLE DU SAHARA SONT PLUS NOMBREUX DEPUIS 2020 !

Selon une revue scientifique, Futura, les nuages de sable semblent sans cesse revenir en Europe depuis quelques années. Ce n'est pas qu'une impression, ni même simplement lié au fait que les satellites les repèrent mieux, Copernicus confirme qu'ils sont bien plus nombreux qu'avant depuis 2020. Un nuage de sable a traversé la France avec une concentration exceptionnelle en poussières entre le 4 et le 8 avril dernier.

Il a laissé derrière lui de belles traînées sur les véhicules, au sud comme au nord, et de jolies couleurs dans le ciel de certaines régions. En Espagne, le taux de pollution relevé dans l'air a explosé au passage du nuage de sable ; les remontées dépassaient avant rarement les régions méditerranéennes, et elles s'étendent désormais jusqu'aux îles britanniques et à l'Allemagne.

MIKHAÏL BOGDANOV LE SOULIGNE

LA RUSSIE DÉTERMINÉE À DÉVELOPPER SON PARTENARIAT STRATÉGIQUE AVEC L'ALGÉRIE

Le vice-ministre russe des Affaires étrangères, M. Mikhaïl Bogdanov, a réaffirmé, hier la volonté de son pays de continuer à œuvrer au développement de son partenariat stratégique avec l'Algérie. "J'ai eu l'immense honneur de rencontrer le président de la République à qui j'ai transmis les salutations du Président russe, Vladimir Poutine", a déclaré M. Bogdanov à la presse au sortir de l'audience que lui a accordée le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Après avoir salué le niveau atteint par les relations algéro-russes, le vice-ministre russe a mis en avant l'importance de la visite officielle effectuée par le président de la République en Fédération de Russie, en

juin dernier, lors de laquelle a été signée la Déclaration de partenariat stratégique approfondi entre les deux pays. M. Bogdanov a en outre mis en exergue le "respect mutuel" et "la grande coordination politique" entre les deux pays, d'autant que l'Algérie, a-t-il dit, est "membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies", soulignant "la volonté des dirigeants russes de continuer à développer ce partenariat". Après avoir qualifié sa rencontre avec le président de la République d'"importante" et de "constructive", le responsable russe a réaffirmé "la volonté des deux pays de continuer à œuvrer, de concert, pour hisser leurs relations bilatérales à des niveaux supérieurs".



ACCORD TRIPARTITE EU-ONU-G5 SAHEL : OÙ EN EST-ON ?

L'expiration de l'accord tripartite entre l'Union européenne, l'ONU et le G5 Sahel a donné lieu à des contorsions curieuses de la part des Européens. Après l'enterrement de Serval, Tabuka, puis en dernier lieu, Barkhane, les temps désenchantent. Aussi fallait-il trouver les outils pour un retour en force, et c'est ce qui est en train de progresser aujourd'hui. Il s'agissait initialement, dans cet accord tripartite, pour les pays européens d'aider les cinq pays de cette région désertique (Burkina Faso, Mauritanie, Niger, Tchad et Mali) à faire face à la menace djihadiste. Mais pas que. Les aspects économiques étaient essentiels pour faire face à la poussée sino-russe dans la région. Pour les Aficains, le Pacte ne faisait

bénéficier que les Européens, jamais les Africains : nulle volonté politique, assortie d'un engagement militaire et financier, ne s'est faite jour à temps pour concrétiser l'aide européenne. Il est vrai que le pacte de 2018 entre le G5 Sahel, lui-même créé en 2014, et ses partenaires européens ainsi que l'ONU a été largement vidé de sa substance après que le Mali s'en est retiré, il y a exactement un an. La junte militaire avait coupé les ponts avec les Européens mais aussi, dans l'ensemble, ses voisins africains, car elle n'avait pas apprécié de se faire tancer par ses partenaires après son coup d'Etat de juin 2021, le deuxième en deux ans, qui a noyé les espoirs d'une transition vers un pouvoir civil.

LIVRAISONS D'ARMES À ISRAËL :

ONZE ONG ATTAQUENT LA FRANCE EN JUSTICE

Amnesty International, ASER, Attac... Onze associations attaquent l'État devant le tribunal administratif, à la suite des révélations de Disclose sur la livraison en Israël de pièces de munitions fabriquées en France. Elles réclament une suspension immédiate des licences d'exportations d'armement vers l'État hébreu, en raison du risque d'utilisation contre les civils à Gaza. Combien de temps l'écran de fumée agité par le ministère français des armées va-t-il tenir ? Le 26 mars dernier, Sébastien Lecornu était contraint de reconnaître que l'État a bien autorisé la livraison de composants pour mitrailleuses à Israël après le déclen-

chement de l'offensive à Gaza, comme l'ont révélé Disclose et Marsactu le jour même. Mais, selon le ministre, les 100 000 pièces expédiées vers l'entreprise israélienne de défense IMI Systems ne seraient pas utilisées par Tsahal. Ces « bandes de munitions », fabriquées par l'entreprise Eurolinks, seraient destinées à la « réexportation » vers des pays tiers. Une explication jamais étayée, et pourtant reprise telle quelle par la porte-parole du gouvernement, Prisca Thévenot, mercredi 10 avril. Sollicité à plusieurs reprises pour des explications complémentaires, le ministère des armées n'a pas souhaité répondre à Disclose. « Nous

sommes contraints de vous croire sur parole, aucune preuve n'ayant été transmise à ce jour », ont rétorqué 115 parlementaires de gauche, le 5 avril 2024, dans une lettre adressée à Emmanuel Macron pour réclamer l'arrêt des ventes d'armes à Israël. Pas convaincus non plus, près de 400 personnes ont défilé à Marseille devant l'usine d'Eurolinks, lundi 1er avril. Auprès de Disclose, le PDG de l'entreprise marseillaise a lui-même admis que les services de l'ambassade française en Israël n'avaient effectué aucun contrôle sur l'utilisation réelle de ses armements. Face au refus obstiné du gouvernement français de rendre des comptes sur ses

exportations d'armement, une coalition de 11 ONG est passée à l'offensive judiciaire. Objectif : l'obliger à suspendre ses livraisons au nom du « risque que les armes et les équipements militaires que la France exporte vers Israël soient utilisés pour commettre de graves crimes contre des populations civiles dans la bande de Gaza occupée », expliquent-elles dans un communiqué commun. Ces organisations se sont réparties en trois groupes afin de déposer trois référés distincts devant le tribunal administratif de Paris. Une démarche inédite en matière de commerce des armes, entamée lundi 8 avril.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information
édité par la
SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la
presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Tel/FAX Administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI

zahir.mehdaoui1969@gmail.com
Email:
redaction@express-dz.com
Site Web:
www.lexpressquotidien.dz
/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@expressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
**L'Entreprise Nationale
de communication d'Édition
et de Publicité»**
**Agence ANEP 01, Avenue Pasteur
Alger**

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

AU PROCHE-ORIENT, LA PAIX S'ENLISE ET LES TENSIONS S'Y AIGUISENT

Devant l'ONU, l'Algérie exhorte à la désescalade

Le vice-représentant permanent de l'Algérie auprès de l'ONU, M.Nassim Gaouaoui, a souligné que « la paix et la sécurité internationales ne sauraient être réalisées sans porter haut et fort les principes et les portées des Nations unies et la soumission de tous au droit international ».

La diplomatie algérienne, tant dans le cadre de l'ONU que sur une base bilatérale, défend une position active sur la crise au Proche-Orient et contribue, dans la mesure de ses possibilités, à la recherche d'une solution politique pour une paix juste et durable. Aujourd'hui, la paix s'enlise au Proche-Orient et les tensions s'y aiguisent à nouveau de façon très préoccupante. Aussi, l'Algérie estime qu'il est extrêmement important de ne pas rajouter de l'huile sur le feu. Sa mission auprès de l'ONU s'est exprimée suite à l'attaque militaire iranienne ayant ciblé des sites militaires de l'entité sioniste, en riposte à l'agression contre l'Ambassade iranienne à Damas. Elle a affirmé suivre avec une grande préoccupation et une profonde inquiétude, les développements survenus au Moyen-Orient, appelant toutes les parties à la retenue pour éviter toute escalade dans la région. Dans son allocution, le vice-représentant permanent de l'Algérie auprès de l'ONU, M.Nassim Gaouaoui, cité dans une dépêche de l'APS, a souligné que « la situation risque de déclencher une escalade grave pouvant entraîner la région et le monde entier dans une phase plus dangereuse où les choses pourraient devenir hors contrôle, dont la forme et les conséquences sont imprévisibles ». Il a ajouté : « L'Algérie suit ces développements avec une grande préoccupation et une profonde inquiétude, et met en garde contre les graves



conséquences de toute expansion du conflit au Moyen-Orient. Ni la région, ni le monde ne peuvent supporter une autre guerre». M. Gaouaoui a poursuivi, en rappelant : « nous avons mis en garde, lors de la session du Conseil de sécurité qui a examiné les attaques de l'occupant israélien contre l'ambassade iranienne à Damas en début de ce mois, contre les dangers de ne pas mettre un terme au comportement de l'occupation et de son arrogance dans la région. Nous avons également souligné que cet acte dangereux pourrait entraîner toute la région dans le conflit. Aujourd'hui la justesse de notre opinion et la sincérité de notre mise en garde se manifestent ». Le Moyen-Orient, a-t-il dit, « passe par une conjoncture délicate qui impose à tous les acteurs internationaux à faire prévaloir la voix de la sagesse, afin que nous surpasserions ensemble cette étape critique vers le bon port ». La paix et la

sécurité internationales, a-t-il ajouté, ne sauraient être réalisées sans porter haut et fort les principes et les portées des Nations unies et la soumission de tous au droit international. Le diplomate algérien a déploré « la politique de deux poids deux mesures, la modulation des règles du droit international et les lectures contradictoires qui y sont données selon les intérêts et les passions, menacent de remettre en cause notre ordre international basé sur la primauté du droit. Nous sommes, aujourd'hui, à la croisée des chemins. Soit nous nous attachons au droit international sans altération ou opportunisme soit nous sombrons dans l'anarchie et l'instabilité ». Selon M. Gaouaoui, « les crises au Moyen-Orient sont liées organiquement et ne peuvent être vues séparément. Ainsi, il importe de traiter les causes radicales de ces crises, à savoir l'occupation israélienne, et les derniers développe-

ments ne peuvent occulter la cause centrale, qui est l'agression contre le peuple palestinien sans défense à Ghaza. De même, les derniers développements ne peuvent prétendre au prétexte ou à une couverture pour lancer une offensive terrestre contre Rafah ». « Toute attaque sur Rafah est totalement inacceptable et il importe d'éviter son exécution, car ses retombées sur la sécurité et la stabilité de la région seront catastrophiques, a-t-il dit, ajoutant que « l'apaisement de la situation au Moyen-Orient, sur le court terme, passerait inévitablement par un cessez-le-feu immédiat à Ghaza, et par l'arrêt de la machine de tuerie barbare et du châtement collectif à l'encontre du peuple palestinien, et que la paix et la sécurité durables dans la région, sur le long terme, se concrétisent uniquement en permettant au peuple palestinien d'accéder à ses droits légitimes et inaliénables, et de mettre fin à l'occupation israélienne de l'ensemble des terres arabes ». A cet égard, a-t-il enchaîné, « le Conseil de sécurité doit assumer ses responsabilités dans la préservation de la paix et de la sécurité internationales, et de prévenir la détérioration de la situation davantage en imposant un cessez-le-feu immédiat et permanent à Ghaza, et d'œuvrer sérieusement ensuite à l'établissement de l'Etat palestinien indépendant avec Al-Qods comme capitale, et de mettre fin à l'occupation israélienne de toutes les terres arabes ». Y.B.

IL L'A FAIT DANS UNE VIDÉO POSTÉE SUR SON SITE

L'imam de la Confrérie Kountiya, Mahmoud Dicko, annonce son retour au Mali

Dans une vidéo de moins de deux minutes, postée sur son site, l'imam Mahmoud Dicko annonce son retour au Mali. Ladite vidéo enregistrée le mercredi 10 avril 2024, en Algérie, montre un Dicko en bonne santé, vêtu en boubou blanc, et semble avoir été filmée juste après la prière de la fête de ramadan à son lieu de séjour.

Dans son exposé, Dicko critique la manière de faire des autorités maliennes dans le cadre de la réconciliation. Une mission, dit-il, « confiée à quelqu'un, à ses dires, qui n'a même pas pu réconcilier ses propres frères du Nord, sa propre communauté ». Il souligne par la même occasion qu'il y a « un malaise au sommet de l'Etat connu de tous aujourd'hui ». Il mentionne que sa communication sera certainement extrapolée de son sens et convertie en une question malsaine, mais qu'il en tient peu compte. Et à l'imam de conclure qu'il reviendra « bientôt au Mali ». Même si Koulouba estime pouvoir faire cavalier

seul au Nord-Mali, il n'en reste pas moins que la non-adhésion des chefs de l'Azawad rend utopique toute velléité de faire régner la paix dans cette partie importante du pays. La réconciliation nationale est un élément structurant de la stratégie de sortie de crise et de création des conditions de paix et de prospérité durables, sans lesquelles aucun développement n'est possible au Nord-Mali.

Le 6 mars dernier, les autorités maliennes ont annoncé la dissolution du mouvement que parraine l'influent imam Mahmoud Dicko, accusé de « déstabilisation et de menace pour la sécurité publique ». La junte malienne a annoncé le 6 mars la dissolution de l'association de soutien à l'imam Mahmoud Dicko, l'un des rares à oser exprimer ouvertement ses désaccords avec les militaires au pouvoir. « La Coordination des mouvements, associations et sympathisants de l'imam Mahmoud Dicko (CMAS), créée en vue d'œuvrer pour la stabilité et la paix sociales, s'est transfor-

mée en un véritable organe politique de déstabilisation et de menace pour la sécurité publique », a justifié le communiqué du Conseil des ministres. Si l'influent prédicateur de Badalabougou n'a pas encore réagi à cette décision, la CMAS a appelé ses membres et sympathisants au calme et à la sérénité. « Nous allons explorer toutes les voies de recours possibles, auprès du ministère de l'Administration territoriale, d'où émane la décision, et devant le juge administratif », confie Youssouf Diawara, coordinateur de la Cmas. L'imam Dicko se trouve en Algérie depuis le mois de décembre. Il s'y était rendu pour y passer sa convalescence après avoir été victime d'un souci de santé. Pour les partisans de Dicko, les choses sont claires : « Depuis des mois, nous appelons à une transition civile, la transition militaire ayant montré ses limites. C'est cela qui nous vaut aujourd'hui d'être la cible des autorités ».

Par Fayçal Oukaci

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE REÇOIT LE VICE-MINISTRE RUSSE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, à Alger, le vice-ministre russe des Affaires étrangères, M. Mikhaïl Bogdanov, indique un communiqué de la Présidence de la République. La rencontre s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, et du secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Lounès Magramane.

I.Med / Agence

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA REÇOIT LE VICE-MINISTRE RUSSE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

L'ACTUALITÉ STRATÉGIQUE PASSÉE EN REVUE

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), a reçu, lundi à Alger, le vice-ministre des Affaires étrangères, représentant spécial du président de la Fédération de Russie pour le Moyen-Orient et l'Afrique, Mikhaïl Bogdanov, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale. "Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, a reçu en audience, lundi 15 avril 2024, au siège de l'Etat-Major de l'ANP, Monsieur Mikhaïl Bogdanov, vice-ministre des Affaires étrangères, représentant spécial du Président de la Fédération de Russie pour le Moyen-Orient et l'Afrique", précise la même source. "Lors de cette rencontre, à laquelle ont pris part des officiers généraux du ministère de la Défense nationale et de l'Etat-Major de l'ANP, ainsi que les membres de la délégation russe, les deux parties ont échangé les analyses et les points de vue sur les questions d'intérêt commun", ajoute le communiqué du MDN.

I.Med/Agence presse

SEPT FORMATIONS LE PORTERONT À LA PRÉSIDENTIELLE ANTICIPÉE DU 7 SEPTEMBRE

BELKACEM SAHLI ANNONCE OFFICIELLEMENT SA CANDIDATURE

Belkacem Sahli, secrétaire général de l'Alliance nationale républicaine (ANR), a annoncé officiellement sa candidature à la présidentielle du 7 septembre, et sera porté par un conglomerat de partis, au nombre de sept, en l'occurrence ANR, PRD, FMN, FDL, MEN, MNTA et URN. De ce fait, il sera la deuxième personnalité politique, après Zoubida Assoul, présidente de l'Union pour le changement et le progrès, à annoncer sa candidature à la magistrature suprême. Cette candidature n'a pas été possible avant une alliance et la création d'un bloc politique comprenant un certain nombre de partis. Un communiqué du Parti de l'Alliance nationale républicaine datant de trois jours a révélé que l'annonce de la création du bloc politique sera suivie de l'annonce d'un candidat pour les élections présidentielles du 7 septembre. Promesse tenue avec l'annonce faite au nom de Belkacem Sahli. Selon la même source, cette Alliance politique, dite « Partis de la stabilité et de la réforme », a décidé de désigner le chef du Parti de l'Alliance nationale républicaine, Belkacem Sahli, candidat unique pour la prochaine élection présidentielle comme candidat consensuel du bloc politique.

I.M.Amine

ILS COMMETTENT DES
INCENDIES ET DES
MEURTRES

LES COLONS SE DÉCHAINENT EN CISJORDANIE OCCUPÉE

Une cinquantaine de Palestiniens ont été blessés et au moins deux autres sont tombés en martyrs depuis vendredi dans des attaques de colons en Cisjordanie occupée, tandis que les forces sionistes ont tué au moins deux personnes lors de raids à travers le territoire palestinien occupé, rapportaient dimanche des médias. Des sources locales citées par l'agence de presse palestinienne (Wafa) ont indiqué qu'un jeune homme (29 ans) de la bourgade de Sarra, à l'ouest de Naplouse, a été touché par deux balles à la main et au pied, alors qu'il se trouvait près du mur de séparation dans le village de Habla. Le citoyen Alaa Omar Abu Ghalioun (42 ans) a subi des blessures suite à l'invasion des colons dans la bourgade d'Al-Khader, au sud de Beitehem. Un groupe de colons, sous la protection des forces d'occupation, ont sévèrement battu Abu Ghalioun, alors qu'il se trouvait dans ses terres dans la zone Batin Al-Maasi, au sud de la ville. Selon des médias, Jihad Abu Alia, 26 ans, a été tué par balle à al-Mughayyir vendredi, et au moins 25 autres ont été blessés. Samedi, des troupes sionistes ont entravé la circulation de l'ambulance transportant le corps d'Abu Alia pour les funérailles. Le même jour, les colons sont retournés à al-Mughayyir et se sont déchaînés, incendiant une douzaine de maisons et de voitures, et tirant à balles réelles sur les gens. Au moins six villageois ont été blessés, dont un gravement à la tête. Les colons ont également attaqué d'autres villages environnants, notamment Duma, Beit Furik et Qusra. Plusieurs Palestiniens ont été blessés par balle et des dizaines de maisons ont été incendiées à Douma. Selon l'agence Wafa, les forces sionistes ont saisi deux maisons de la ville et les ont transformées en centres d'enquête sur le terrain, les forces fouillant plusieurs maisons alors que les colons attaquaient simultanément le village. Plus tard, samedi soir, des colons ont attaqué d'autres villages palestiniens, notamment la ville palestinienne de Beitin à l'extérieur de Ramallah et al-Bireh, où les colons ont tué un garçon palestinien de 17 ans, rapporte la même agence. Des colons armés ont également attaqué la ville de Sinjil, blessant 2 personnes par tirs réels. Dans la région de Naplouse, au nord de la Cisjordanie, des colons ont attaqué des véhicules palestiniens circulant sur les routes autour de la ville. Au moins un Palestinien a été blessé sur une route de Naplouse par des jets de pierres de colons. Les colons ont également attaqué la région d'Ein al Hilweh dans la vallée du Jourdain, un petit hameau du gouvernorat d'El Khalil, dans le sud de la Cisjordanie, ainsi que les zones autour de Qalqiliya, Salfit et al-Sawiya, dans le nord de la Cisjordanie. Au moins deux Palestiniens ont été tués par l'armée sioniste depuis vendredi lors de raids dans la ville de Tubas et dans le camp de réfugiés d'al-Faraa.

APS

PROCESSUS DE DÉCOLONISATION DU SAHARA OCCIDENTAL

Le Conseil de sécurité se réunit aujourd'hui

La nouvelle session du Conseil de sécurité de l'ONU sur la MINURSO intervient dans un contexte marqué par la détérioration de la situation des droits de l'homme dans les territoires occupés du Sahara occidental, source de "préoccupation" pour le Secrétaire général de l'ONU qui a regretté dans son rapport du 3 octobre 2023 que le Haut Commissaire des droits de l'homme (HCDH) "n'ait pas été en mesure d'effectuer de visite au Sahara occidental pour la huitième année consécutive..."



L'Algérie continue à se mobiliser en faveur du processus onusien au Sahara occidental, dernière colonie d'Afrique. C'est ainsi que le Conseil de sécurité se réunira aujourd'hui en session de consultations à huis clos sur la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso). A cette occasion, le représentant spécial pour le Sahara occidental et chef de la Minurso, Alexander Ivanov, et de l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU, Staffan De Mistura, vont présenter des exposés sur la question sahraouie. La tenue de cette session survient conformément à la résolution 2703 du Conseil de sécurité, adoptée le 30 octobre 2023, renouvelant le mandat de la MINURSO pour un an supplé-

mentaire, jusqu'au 31 octobre 2024. La résolution a introduit un nouveau langage saluant la convocation par De Mistura de consultations informelles avec le Maroc, le Front Polisario, ainsi qu'avec les membres du Groupe des Amis du Sahara Occidental: France, Russie, Espagne, Royaume-Uni et Etats-Unis, durant la période allant du 27 au 31 mars 2023 à New York. Le dernier rapport du Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres sur la MINURSO, daté du 3 octobre 2023, note que les consultations bilatérales informelles visaient à discuter des enseignements tirés du processus politique, à approfondir l'examen des positions et à poursuivre la recherche de "formules mutuellement acceptables" pour faire avancer le processus politique. Dans cette réso-

lution, adoptée avec 13 voix pour et deux abstentions (Mozambique et Russie), le Conseil de sécurité a appelé les parties au conflit (Maroc et Front Polisario) à "reprendre les négociations sous les auspices du secrétaire général, sans conditions préalables et de bonne foi", avec l'objectif de parvenir à "une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental". La nouvelle session du Conseil de sécurité de l'ONU sur la MINURSO intervient dans un contexte marqué par la détérioration de la situation des droits de l'homme dans les territoires occupés du Sahara occidental, source de "préoccupation" pour le Secrétaire général de l'ONU qui a regretté dans son rapport du 3

octobre 2023 que le Haut Commissaire des droits de l'homme (HCDH) "n'ait pas été en mesure d'effectuer de visite au Sahara occidental pour la huitième année consécutive malgré de multiples demandes et les forts encouragements du Conseil de sécurité en faveur d'une coopération renforcée dans la résolution 2654 du 27 octobre 2022", qui a prolongé le mandat de la MINURSO d'un an. Le rapport souligne que le HCDH continue de recevoir des informations faisant état d'un "rétrécissement de l'espace civique, notamment par des obstructions, des intimidations et des restrictions à l'encontre des militants sahraouis, des défenseurs des droits humains et des mouvements estudiantins".

Avec Agence

Des massacres sans fin y sont perpétrés : Ghaza vit l'enfer sur terre



L'armée d'occupation commet en moyenne 16 massacres par jour dans la bande de Ghaza depuis le 7 octobre, où elle mène une agression sauvage, selon un nouveau rapport. Dans ce document publié dimanche, le bureau des médias de l'enclave palestinienne rapporte que l'armée sioniste a commis « 2 973 massacres dans la bande de Ghaza, soit 16 mas-

sacres par jour depuis le 7 octobre 2023 ».

Le rapport indique que 7 000 personnes sont, soit coincées sous les décombres, soit portées disparues. Il est indiqué également dans le rapport que 72 % des personnes exposées aux attaques à Ghaza sont des femmes et des enfants.

D'après le document, l'armée sioniste a largué plus de 70 000 tonnes d'explosifs sur Ghaza en six mois d'agression, ciblant non seulement les zones civiles mais également le secteur de la santé, entraînant la mort de 485 agents de santé et 66 membres de la protection civile. Le rapport fait état en outre de 11 000 blessés malades qui nécessitent des soins urgents à l'étranger et signale 1 089 000 cas de maladies infectieuses et plus de 8 000 cas d'hépatite A. Aussi, plus de 60 000 femmes enceintes à Ghaza ne peuvent pas recevoir des soins de santé, et 350 000 personnes atteintes de maladies chroniques risquent de mourir faute de médicaments. Selon le même document, un total de 290 000 maisons ont été endommagées et 305 écoles et universités ont été touchées. Il a également été indiqué que l'occupant a ciblé 159 établissements de santé et rendu 53 centres de santé et 32 hôpitaux inopérants. Le patrimoine culturel palestinien n'a pas échappé aux attaques de l'armée sioniste qui a détruit 203 biens historiques et culturels, selon le rapport.

Y.B.

LARBAOUI A PRÉSIDÉ SA CÉRÉMONIE

Signature de la convention portant organisation de l'IATF à Alger en 2025

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a présidé, hier, la cérémonie de signature, par le Gouvernement algérien et la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), de la convention portant organisation, à Alger, de la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF) en 2025.

Cette cérémonie s'est déroulée au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal (Alger), en présence de membres du Gouvernement, du conseiller auprès du président de la République chargé du commerce, de l'approvisionnement, du contrôle et de l'import-export, Kamel Rezig, et de l'ancien président nigérian, président du Conseil consultatif de l'IATF, Olusegun Obasanjo. Dans une allocution prononcée à cette occasion, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a affirmé que l'organisation, à Alger, de la 4^e édition de la Foire commerciale intra-



africaine «intervient dans le cadre de la concrétisation de la stratégie du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer l'intégra-

tion africaine et à promouvoir la coopération économique entre les pays de notre continent, en vue d'asseoir une base économique forte pour réaliser le développement durable et le bien-être des peuples d'Afrique». Rappelons que le dossier de l'Algérie pour l'organisation de cette manifestation économique continentale a été retenu en novembre 2023, après l'évaluation positive faite par la Commission de l'Union africaine (UA) concernant les infrastructures de base dont dispose l'Algérie pour abriter l'événement, et ce, lors de la visite d'une délégation de la Commission en Algérie en juin 2023. **R.S.**

LA BIBLIOTHÈQUE PERSONNELLE DE CHEIKH ABDELHAMID BENBADIS SERA REMISE À DJAMAÂ EL DJAZAÏR

La bibliothèque personnelle de Cheikh Abdelhamid Benbadis, leader du progrès en Algérie, sera remise à Djamaâ El Dja-zaïr à l'occasion de la célébration de «Yaoum El Ilm», coïncidant avec le 16 avril de chaque année, a fait savoir hier le président de la Fondation Abdelhamid-Benbadis, cité par l'APS. La bibliothèque contient environ un millier d'ouvrages touchant divers domaines du savoir, dont, entre autres, la civilisation islamique, les questions jurisprudentielles, le «tafsir», la littérature et la poésie, dont Cheikh Abdelhamid Benbadis se servait lors de son parcours intellectuel et de réforme, a en effet indiqué Abdelaziz Filali qui a mis l'accent sur l'importance de l'initiative visant à préserver un pan de la mémoire de la Nation. La collection de livres appartenant au précurseur de la renaissance intellectuelle et réformiste en Algérie comprend des ouvrages précieux que l'Imam Benbadis avait ramenés d'Égypte, de Tunisie, d'El Hidjaz et d'ailleurs, a souligné M. Filali, rappelant l'embargo imposé, à l'époque, par le colonisateur français qui tentait de bannir l'identité nationale. Ces livres avaient été collectés et déposés à la maison familiale par feu Abdelhak Benbadis, frère du fondateur et premier président de l'Association des Oulémas musulmans algériens, a rappelé le même responsable. La bibliothèque personnelle de Cheikh Benbadis (1889-1940) sera installée dans le musée et la bibliothèque de Djamaâ El Dja-zaïr dans le cadre de cette initiative visant à consolider le rapport entre les générations montantes et leur patrimoine national et historique, a souligné M. Filali. La remise de la bibliothèque personnelle de Cheikh Abdelhamid Benbadis au profit de Djamaâ El Dja-zaïr devrait avoir lieu à l'occasion de la célébration de «Yaoum El Ilm» au cours d'une cérémonie officielle, a fait savoir le même responsable. Une partie de ces livres était rangée à la mosquée Sidi Lakhdar, où le leader du mouvement réformiste donnait des cours, alors qu'une autre partie se trouvait à la mosquée Sidi Kemmouche ou chez sa famille, a-t-on rappelé. En avril 2022, le Musée national El Moudjahid avait reçu des effets personnels et des documents du Cheikh Abdelhamid Benbadis dans le cadre de la sauvegarde de la mémoire nationale et en commémoration de la disparition du leader du progrès en Algérie, a-t-on rappelé. **R.N.**

BAC ET BEM

L'épreuve d'EPS pour les candidats libres prévue du 8 au 20 mai prochain

Les candidats libres aux examens du Baccalauréat et du Brevet d'enseignement moyen (session 2024) devront passer l'épreuve d'éducation physique et sportive (EPS) durant la période allant du 8 au 20 mai, a annoncé hier le ministère de l'Éducation nationale dans un communiqué. "Le ministère de l'Éducation nationale informe les candidats libres aux examens du BEM et du Baccalauréat, session 2024, y compris les

candidats de l'Office national de l'enseignement et de la formation à distance (ONEFD), que l'épreuve d'éducation physique et sportive aura lieu du mercredi 8 mai au lundi 20 mai 2024". Tous les candidats libres concernés par l'épreuve d'éducation physique et sportive doivent retirer leurs convocations via les sites électroniques de l'Office national des examens et des concours (ONEC), (<https://bem.onec.dz>) et

(<https://bac.onec.dz>) en introduisant le nom d'utilisateur et le numéro confidentiel, et ce à compter "de mardi 16 avril jusqu'au mardi 07 mai 2024", précise la même source. Le candidat libre concerné par cette épreuve devrait se présenter au centre d'examen à la date et à l'heure mentionnées sur la convocation, a souligné le communiqué du ministère. **R.N.**

Hémophilie : les spécialistes insistent sur la mise à jour des protocoles de prise en charge

Une journée d'information sur la gestion de l'hémophilie en Algérie a été organisée, avant-hier à Alger, lors de laquelle l'importance de la mise à jour des protocoles de prise en charge des malades a été soulignée. Le Professeur Mohamed Salim Nekkhal, chef de service hématologie au CHU Béni Messous et Coordinateur du groupe de travail hémophilie au ministère a indiqué que "l'Algérie a franchi de grands pas en matière de prise en charge des hémophiles", appelant toutefois à l'"approbation" par l'autorité

concernée du "nouveau protocole destiné à ceux qui ont des complications". L'intervenant a souligné l'importance de "la mise à jour des protocoles de prophylaxie (traitement octroyé aux patients) en fonction des nouvelles options thérapeutiques au niveau national et concrétiser le registre national". La sous-directrice de la Direction de la prévention et de la promotion de la santé au ministère, Dr Djamilia Nadir, a exhorté les malades à respecter le schéma thérapeutique inscrit par les spécialistes pour éviter les

complications", soulignant que le nouveau protocole proposé par les experts, leur permettra d'avoir "une meilleure qualité de vie". La cheffe de service de pédiatrie au CHU Béni Messous, Pr Nacéra Chérif, a évoqué quant à elle l'importance de mettre en œuvre le registre national de prise en charge des hémophiles, notant que l'intérêt de ce dernier est de faciliter notamment la planification et l'allocation des ressources, de fournir des informations précises sur les patients, d'établir des estimations de la prévalence de l'hémophilie pour orienter les politiques. L'hémophilie est un trouble hémorragique grave héréditaire qui se traduit par l'incapacité du sang à coaguler correctement, entraînant dans les cas graves un saignement incontrôlé. L'Algérie a enregistré en 2022, 3600 hémophiles dont environ 500 à Alger. **R. S.**

AÏD EL-FITR

Laagab préside une réception en l'honneur de membres de la corporation médiatique

Le ministre de la Communication, Mohamed Laagab a présidé, dimanche, au siège du ministère, une réception en l'honneur de membres de la corporation médiatique, avec lesquels il a échangé les vœux de l'Aïd El-Fitr dans une ambiance fraternelle. Cette cérémonie s'est déroulée en présence de directeurs d'établissements médiatiques publics et privés, de responsables de médias, de journalistes ainsi que de correspondants accrédités en Algérie. La cérémonie a été l'occasion pour le ministre de la Communication de présenter à l'ensemble de l'assistance ses vœux les plus chaleureux, à l'occasion de l'Aïd El-Fitr. La corporation médiatique a loué cette "initiative appréciable", première du genre "qui mérite d'être saluée". A cette même occasion, le ministre a présidé, dimanche matin, une réception en l'honneur des travailleurs, fonctionnaires et

cadres du ministère, lors de laquelle il a présenté ses vœux à l'ensemble des fonctionnaires du ministère. **R.S.**

COVID-19

La perte de production mondiale a atteint 3 300 milliards de dollars depuis 2020

La perte de production mondiale a atteint 3.300 milliards de dollars depuis 2020, a indiqué la chef du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva. S'exprimant lors d'un événement organisé par l'Atlantic Council (France), Mme Georgieva a affirmé que le rapport du (FMI) sur les perspectives de l'économie mondiale, qui sera publié dans les prochains jours, mettra en lumière une croissance mondiale légèrement plus forte mais relèvera en même temps beaucoup de sujets d'inquiétude qui subsistent depuis la pandémie de la Covid 19, en ajoutant que les cicatrices de la pandémie étaient toujours présentes et que la perte de production mondiale depuis 2020 s'élève à environ 3.300 milliards de dollars. Selon ses propos, les Perspectives de l'économie mondiale du FMI

mettront en lumière une croissance mondiale légèrement plus forte en raison de la vigueur de l'activité aux États-Unis et dans de nombreuses économies de marché émergentes. Elle a cité la consommation soutenue des ménages et les investissements des entreprises, l'atténuation des problèmes de la chaîne d'approvisionnement et la réduction de l'inflation comme contribuant à la croissance. Toutefois, elle a prévenu qu'il y avait encore beaucoup de sujets d'inquiétude, expliquant dans ce sens que les perspectives de croissance se sont ralenties depuis la crise financière mondiale. «L'inflation n'est pas totalement vaincue, les réserves budgétaires ont été épuisées et la dette a augmenté, ce qui pose un défi majeur aux finances publiques de nombreux pays», a-t-elle analysé. **R.E.**

MARCHÉS PÉTROLIERS

LA TENDANCE HAUSSIÈRE DES PRIX VA SE MAINTENIR SUR TOUTE L'ANNÉE 2024

La tendance haussière des prix du pétrole devrait se maintenir sur toute l'année 2024, sous l'effet de la hausse de la demande mondiale sur le marché, encouragée par la reprise de la croissance économique et des facteurs géopolitiques, a estimé avant-hier, Baghdad Mendouch, expert en énergie. S'exprimant sur les ondes de la chaîne III de la Radio algérienne, Baghdad Mendouch a affirmé que "l'ensemble des facteurs en relation avec les fondamentaux du marché sont favorables au maintien à la hausse des prix du pétrole, notamment les réductions de l'Opep+ et la hausse de la demande tirée de la croissance de l'économie mondiale, essentiellement de la Chine, de l'Inde et des Etats-Unis". Quant à la demande mondiale, l'expert a souligné que celle-ci va augmenter surtout durant l'été qui est une période de grande mobilité et d'utilisation de tous les modes de transports, terrestres et aériens. En outre, la situation en mer Rouge a impacté le fret maritime, "où les navires commerciaux sont obligés de faire des détours, ce qui implique plus de temps et de distance avec une importante consommation de gasoil. C'est un facteur important qui faudrait rajouter à l'analyse sur les prix", a précisé l'intervenant.

Les raisons de la tendance haussière du prix du pétrole sur les marchés mondiaux sont également liées aux facteurs géopolitiques actuels, a ajouté M. Mendouch évoquant notamment la situation au Proche-Orient et la riposte de l'Iran contre l'entité sioniste qui vont peser encore sur les prix de l'or noir. L'appréciation du marché pétrolier est soutenue aussi, selon lui, par les analyses faites par des experts de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) qui tablaient sur une hausse de la consommation mondiale de pétrole autour de 104,5 millions de barils jour en 2024, tandis que la demande variera entre 100 et 102 millions de barils/j. Cette situation du marché pétrolier profitable à tous les pays producteurs de l'Opep, a un double avantage pour l'Algérie, a relevé par ailleurs l'expert, citant le fait que le pétrole algérien référencé le Sahara Blend est plus demandé par l'industrie de raffinage, ainsi que son impact positif sur les contrats gaziers à long terme qui sont indexés sur les cours du brut.

R.E.

ELLES SONT PARTICULIÈREMENT ÉLEVÉES DANS UNE QUARANTAINE D'ENTRE EUX

Les inégalités de revenus augmentent dans les pays aidés par le FMI

«Les gens ordinaires souffrent toujours plus du fait des coupes budgétaires dans la santé, l'éducation ou les transports. Ce haut niveau d'hypocrisie doit cesser», a déclaré dans un communiqué la responsable d'Oxfam à Washington, Kate Donald.



Les inégalités de revenus ont progressé dans plus de 60% des pays actuellement sous programme d'aide du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM), atteignant parfois les seuils d'alerte des Nations unies, selon un rapport publié hier lundi par l'ONG Oxfam. Selon le rapport, 64 des 106 pays actuellement aidés par les institutions financières internationales (IFI) ont vu leur inégalités augmenter sensiblement, étant même particulièrement élevées dans une quarantaine d'entre eux, dont le Ghana, le Honduras ou le Mozambique.

«Le FMI et la BM présentent la lutte contre les inégalités comme une priorité mais soutiennent dans le même temps des politiques qui l'augmentent. Les gens ordinaires souffrent toujours plus du fait des coupes budgétaires dans la santé, l'éducation ou les transports. Ce haut niveau d'hypocrisie doit cesser», a déclaré dans un communiqué la responsable d'Oxfam à Washington, Kate Donald. L'augmentation de la dette publique, notamment du fait de la haus-

se des taux d'intérêts, réduit d'autant la capacité de ces pays à financer correctement la santé, l'éducation ou les protections sociales nécessaires pour réduire les inégalités.

Cependant «l'accord signé par la BM visant à réduire les inégalités, une première en 80 ans, est une décision historique. Mais si la Banque veut réellement agir en la matière, le premier test sera d'en faire une priorité pour ses prêts aux pays les plus pauvres», a ajouté Mme Donald.

L'aide aux pays en développement, en particulier ceux qui sont actuellement en situation de crise de la dette ou qui risquent d'y tomber, sera l'un des principaux sujets abordés à l'occasion des réunions annuelles du FMI et de la BM, qui se dérouleront toute la semaine à Washington.

Les dépenses publiques nécessaires

pour soutenir les économies face à la pandémie puis aux chocs provoqués par l'inflation mondiale ont poussé les Etats à s'endetter, à un moment où les taux d'intérêts sont remontés, sous l'impulsion des banques centrales des principales économies, aux prises avec l'inflation.

Un cocktail qui a augmenté significativement le service de la dette dans certains pays, incapables de faire dès lors face à leurs échéances, qui mobilisent parfois plus de la moitié de leur budget.

Le FMI insiste régulièrement, lors de ses programmes, sur la nécessité pour les gouvernements de protéger les groupes les plus vulnérables au sein de leurs populations, alors que de son côté la mission première de la Banque mondiale reste de mettre fin à la pauvreté dans le monde.

N.S.

LES PRIX DE LA BANANE AUGMENTENT DE MANIÈRE INJUSTIFIÉE

Les premières sanctions tombent

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations vient de lancer des enquêtes de terrain pour contrôler la structure des prix des produits importés auprès de différents importateurs et grossistes, en vue de freiner la hausse injustifiée des prix de certains produits, notamment des bananes, selon un communiqué du ministère. Dans ce cadre, le ministère a fait état "du retrait définitif du document de domiciliation bancaire de

deux opérateurs économiques activant dans l'importation de bananes, outre le lancement de poursuites judiciaires à leur encontre dans le cadre de la loi sur la spéculation", ajoutant que "les enquêtes menées ont révélé un non-respect de la structure des prix stipulée dans le document de domiciliation bancaire, malgré un avertissement préalable adressé par les services du commerce et de la promotion des exportations à ces

deux opérateurs le 7 avril 2024, sur l'impératif de respecter la structure des prix".

Le ministère a souligné "la poursuite de ses efforts visant à suivre les prix et à mettre en œuvre les mesures nécessaires pour garantir la stabilité des marchés et protéger les droits des consommateurs", appelant tous les opérateurs économiques à "respecter les lois et les instructions émises par le secteur".

N.S.

BANQUE MONDIALE ET FMI

L'APN prend part au Forum du réseau parlementaire les 15 et 16 avril

L'Assemblée populaire nationale (APN) prendra part les 15 et 16 avril à Washington (Etats-Unis d'Amérique) aux travaux du "Forum parlementaire mondial 2024" du réseau parlementaire sur la Banque mondiale (BM) et le Fonds monétaire international (FMI), a annoncé un communiqué de la Chambre basse du Parlement. "Le député Salim Merah prendra part, en qualité de représentant du président

de l'Assemblée populaire nationale, M. Brahim Boughali, aux travaux du "Forum parlementaire mondial 2024 du réseau parlementaire sur la Banque mondiale et le Fonds monétaire international", a précisé ledit communiqué. Ce Forum se tiendra les 15 et 16 avril à Washington sous le thème "De multiples défis mondiaux, agir pour avoir l'impact", note le communiqué.

R.E.

BÉJAÏA

Le moudjahid Aamira Bouaouina, chef du bataillon de la Wilaya III, inhumé

Cet hommage rendu par des milliers de personnes à ce héros de la guerre d'indépendance montre que la culture de l'oubli reste étrangère à la majorité de la population.

Des milliers de personnes ont accompagné, lundi dernier à Béjaïa, à sa dernière demeure, le moudjahid et héros de la guerre de libération, chef du bataillon et grand baroudeur de la Wilaya III historique, Aamira Bouaouina, décédé dimanche à l'âge de 92 ans, rapporte l'APS. Ses compagnons d'armes, sa famille et d'innombrables anonymes ont tenu, dans une cérémonie funéraire fort émouvante, à lui rendre un ultime hommage, pour son brillant parcours autant pendant la révolution, qu'après l'indépendance ou à sa retraite des rangs de l'Armée Nationale Populaire (ANP), qu'il a consacré à aider le mouvement associatif. "Nous sommes tristes et nous ressentons un immense chagrin de voir partir un héros de son envergure", a déclaré Boualem, un étudiant du département d'histoire, visiblement affecté et qui avoue n'avoir pas connu de près le défunt, mais qu'il avait suivi toutes ses conférences à l'université. "C'est un grand homme pour qui je nourris un fort respect en raison de son engagement, son patriotisme et son humilité", a-t-il dit. Aamira Bouaouina est né en octobre 1932 à Béjaïa. Il a rejoint la révolution en 1956 après une année de mise à l'épreuve passée en tant que moussabell, en étant auteur d'un acte de bravoure, en tuant un poli-



cier "raciste", rapporte Atmani Settar, chef de département d'histoire de l'université de Béjaïa. Au front, il a intégré une section de baroudeur, commandée par le chahid Hocine Titouh, membre de la wilaya III historique. Et le défunt en est devenu le chef à l'âge de 26 ans, ce qui lui a permis de participer au congrès de la Soummam en 1956, sous la houlette du colonel Amirouche qui en a assuré la sécurité. Après cet évé-

nement historique, Aamira Bouaouina a été sacré de la Médaille de mérite et de la valeur militaire que lui a décerné Amirouche en personne, et qui lui a valu en 1959 sa désignation en tant que chef suprême de la zone II de la wilaya III, l'une des plus importantes de la wilaya puisqu'elle s'étend de Bejaïa jusqu'à Bouira, intégrant même des espaces limitrophes de Bordj Bou Arredj, Sétif et M'sila. Cette désignation est intervenue après une mission de plusieurs mois dans les Aurès en qualité de chef adjoint d'un bataillon militaire, soulignera Settar Atmani, évoquant de nombreux faits d'armes et d'actes héroïques dont le défunt a été l'auteur. A l'indépendance, il a rejoint les rangs de l'ANP et très vite il a pris les galons de colonel jusqu'à sa retraite en 1992 qu'il a consacrée à des œuvres caritatives et à l'écriture de l'histoire, animant des conférences et témoignant sur des épisodes précis de la révolution qui "a donné ses meilleurs enfants pour la libération du pays", comme il le disait lui-même. "Il a été un exemple toute sa vie ce qui fait de lui un homme aimé et respecté", a commenté pour sa part Hadi Redouane, directeur du musée du moudjahid de Bejaïa, en voyant des jeunes aller se recueillir devant sa tombe. **R.R.**

MENIAA

Mise en service d'un nouveau centre de la radio algérienne

Un nouveau centre de la Radio algérienne a été inauguré à El-Méniaâ au titre du déploiement de son réseau dans les nouvelles wilayas, a-t-on appris dimanche des responsables de cet établissement public. Intervenant lors de la cérémonie d'inauguration tenue, samedi soir, en présence des autorités de la wilaya et des représentants de la société civile, le directeur général de la Radio algérienne, Mohamed Baghali, a souligné l'importance de la radio locale qui constitue, a-t-il dit, "une plateforme médiatique permettant au citoyen de soumettre ses préoccupations, tout en garantissant un véritable service d'information de proximité, à la hauteur de ses aspirations". Il a, aussi, mis en avant le rôle de la radio dans le renforcement de la confiance entre le citoyen et l'Etat ainsi que le suivi des programmes du développement local. Pour sa part, le wali d'El-Méniaâ, Mokhtar Benmalek, a mis en relief la place de choix qu'occupent les médias publics dans l'accompagnement des programmes de développement local, la consolidation des valeurs de citoyenneté et l'accès à une information fiable. Il a souligné le soutien de la wilaya à cette installation médiatique. Doté d'équipements

modernes, le centre de la Radio algérienne d'El-Méniaâ, dispose d'un studio d'enregistrement, d'un bureau de l'administration, d'une section actualités et d'une autre de la production. Cette nouvelle antenne de la Radio nationale,

qui a entamé la diffusion le même jour, comprend divers programmes d'information, d'activités culturelles, de divertissement et de conférences, entre autres, a-t-on indiqué. De leur côté, de nombreux citoyens, approchés par

l'APS, se sont félicités de l'ouverture de ce nouveau centre qui permettra, selon eux, de soulever leurs préoccupations et de contribuer ainsi à la promotion du riche patrimoine culturel que recèle la région. **APS**

SUD/AÏD EL FITR:

Diverses actions de solidarité au profit des familles défavorisées

L'élan de solidarité demeure une tradition perpétuée à travers les wilayas du Sud du pays où les associations caritatives et acteurs de la société civile s'adonnent en cette occasion de l'Aïd El-Fitr à diverses actions de solidarité et d'entraide envers des catégories sociales défavorisées, a-t-on appris jeudi des organisateurs. D'intenses préparatifs ont été entrepris la veille de cette fête religieuse par des associations et bénévoles des wilayas du Sud pour la création d'une ambiance festive en l'honneur des passagers et nécessiteux et leur permettre de vivre un climat de fraternité et de soutien. Dans ce cadre, l'on relève, dans la wilaya d'El-Méniaâ, la remise, par l'association "Souaed El-Ihsane", de près d'une quarantaine d'enveloppes finan-

cières et des effets vestimentaires dits "Kaswat El-Aïd" au profit des personnes aux besoins spécifiques âgés de six (6) à 14 ans, en sus de l'organisation des visites aux malades à l'établissement public hospitalier EPH-Mohamed Chaabani, a indiqué le président de l'association, Felkat Cheikh. De même, le comité du croissant rouge algérien (CRA) a organisé, en cette journée de pitié et de solidarité, une visite à l'établissement pénitentiaire d'El-Méniaâ pour remettre des habits de l'Aïd aux pensionnaires. Des actions de solidarité ont également été menées dans la wilaya de Tamanrasset où le comité local du CRA a procédé à la distribution de 120 lots de vêtements de l'Aïd au profit des enfants issus des familles nécessiteuses, en plus de l'or-

ganisation d'une visite aux enfants d'assistantat à la cité "Tafssit" de Tamanrasset. Pas moins d'une centaine de familles, parentes d'orphelins, ont reçu des aides pécuniaires et des habits prêt-à-porter. Dans la wilaya de Ghardaïa, une ambiance de solidarité similaire est constatée où cet élan s'exprimait au travers la remise, par des associations, bénévoles et bienfaisants, des aides et colis et d'organisation de visites aux malades et l'animation, en leur honneur, des activités récréatives leur permettant de vivre la joie de l'Aïd. Dans la wilaya de Laghouat, pas moins de 200 lots d'effets vestimentaires de l'Aïd ont été remis aux enfants des familles nécessiteuses à l'initiative de l'association des jeunes de Laghouat. **APS**

MOSTAGANEM :

QUINZE NOUVEAUX ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES PRÉVUS POUR LA PROCHAINE RENTRÉE

Le secteur de l'éducation à Mostaganem sera renforcé à la prochaine rentrée scolaire par 15 nouveaux établissements dans les différents paliers, a annoncé, lundi, le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belaabed. En inaugurant le lycée "chahid Benfaghlou Abdelkader" dans la nouvelle zone d'extension urbaine de la commune de Sayada dans le cadre de sa visite à la wilaya, M. Belaabed a souligné que "la réalisation de ces projets (7 écoles primaires, 6 CEM et deux lycées) au niveau de la wilaya de Mostaganem enregistre un taux d'avancement appréciable". Il a insisté sur l'intérêt devant être accordé à la qualité de ces projets, ainsi que sur leur réception dans les délais impartis suivant le calendrier fixé par le ministère de tutelle Le lycée "chahid Benfaghlou Abdelkader", qui fait partie de la cité d'habitat intégré d'El Hachm, peut accueillir plus de 1 000 élèves, selon les explications fournies au ministre. En inspectant le projet de lycée de la cité d'habitat de Kharouba (commune de Mostaganem), d'un coût de 389 millions DA et qui a atteint un taux d'avancement de 55%, M. Belaabed a mis l'accent sur son achèvement dans les délais impartis (août prochain) et la réalisation d'équipements pédagogiques, d'espaces appropriés pour l'éducation physique et sportive et de logements d'astreinte. A la cité d'habitat intégré "Telegraph" dans la commune de Mazaghran, le ministre a salué l'approche adoptée par les autorités locales concernant les aspects architectural et urbanistique moderne dans la réalisation d'une école primaire pour un coût de 147 millions DA et d'un CEM de 287 millions DA. M. Belaabed a inauguré également l'école primaire "moudjahid Laid Boualem" au village de Aizia dans la commune de Hassiane d'une capacité d'accueil de 198 élèves. Il a également supervisé la distribution de cartables et matériel sportif en faveur des élèves de cette zone déshéritée. **APS**

L'ATTAQUE DE LA GRANDE POSTE D'ORAN MENÉE EN 1949 PAR L'OS UNE ACTION DE GÉNIE DES DIRIGEANTS DE LA RÉVOLUTION

Les participants à une conférence, organisée mercredi au Musée du Moudjahid d'Oran sur l'attaque de la Grande poste d'Oran, ont affirmé que cette action, menée par l'Organisation spéciale (OS) en 1949, avait révélé le génie des dirigeants de cette organisation paramilitaire nationaliste dans la planification et l'exécution des actions militaires. L'enseignant universitaire Hamid Aït Habbouche a affirmé, lors de cette rencontre organisée par le Laboratoire des études maghrébines de l'Université d'Oran 1 Ahmed-Ben-Bella, en coordination avec l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM) et le Musée du moudjahid, à l'occasion du 75^e anniversaire de cet événement, que "l'attaque de la poste d'Oran, qui s'est soldée par la récupération de plus de 3 millions de francs français, était un modèle dans la planification. Tout comme dans l'exécution des opérations militaires. L'action a révélé le génie des (futurs) dirigeants de la Révolution". Il s'agit notamment d'Aït Ahmed. **APS**

UNE NOUVELLE PLATEFORME À COMPTER

Ce « guichet unique » contribuera à apporter transparence et certitude aux clients du Groupe tout au long du processus, et à améliorer ainsi leur expérience. La rationalisation de ces offres de garanties permettra de maximiser l'impact de capitaux limités dans les économies émergentes et en développement.

Le monde est aujourd'hui confronté à une conjonction de crises qui menacent de réduire à néant les progrès accomplis en matière de développement économique et durable. Il est évident qu'il faut faire les choses autrement pour changer de cap et inverser la tendance. Le Groupe de la Banque mondiale s'y emploie, en œuvrant pour une collaboration renforcée et plus efficace avec ses pays membres et avec les acteurs du secteur privé. Dans le cadre de ces efforts, il a récemment annoncé une refonte majeure de ses activités dans le domaine des garanties : une nouvelle plateforme centralisée et adaptée permettra de gagner en simplicité, en accès et en rapidité d'exécution. Les garanties de prêt et d'investissement agissent comme un catalyseur puissant dans la mobilisation de capitaux privés et de financements bancaires, des ressources indispensables pour stimuler la croissance économique et améliorer les services publics dans les pays en développement.

Le Groupe de la Banque mondiale annonce une refonte majeure de ses activités dans le domaine des garanties, qui permettra de gagner en simplicité, en accès et en rapidité d'exécution dans le cadre d'une nouvelle plateforme centralisée et adaptée. Ces réformes sont essentielles pour atteindre l'objectif du Groupe visant à tripler son montant annuel d'émissions de garanties, pour le porter à 20 milliards de dollars d'ici 2030.

En juin 2023, le Groupe de la Banque mondiale a mis sur pied le Laboratoire de l'investissement privé, afin de recenser les obstacles qui entravent les investissements dans les énergies renouvelables et de présenter les solutions susceptibles d'y remédier. Or, l'assurance contre les risques politiques est apparue comme un sujet majeur au sein de ce groupe de dirigeants d'entreprise, qui a également mis l'accent sur les questions d'accessibilité. De même, le récent rapport du groupe d'experts indépendants du G20 sur le renforcement des banques multilatérales de développement a également appelé à une augmentation du recours aux garanties pour atténuer les risques et catalyser les financements privés.

Le Groupe de la Banque mondiale offre actuellement à ses clients 20 solutions de garantie disséminées dans l'ensemble de l'institution, chacune d'entre elles étant assortie de règles, de normes et de processus différents. Un éparpillement et une multipli-

té qui limitent leur potentiel et leur accessibilité.

La refonte annoncée, la première de cette ampleur depuis 15 ans, s'articule autour de six remaniements concrets : Une structure concentrée : réunir au même endroit tous les experts en garantie de l'ensemble du Groupe, afin d'offrir une expérience fluide aux clients et de faciliter leur accès à toute la gamme des instruments disponibles.

Une offre de produits simplifiée et complète : regrouper toutes les garanties du Groupe au sein d'une offre centralisée, afin de permettre aux clients d'identifier et de sélectionner facilement l'instrument de garantie le mieux adapté à leurs besoins individuels. Un processus rationalisé : mettre en place une approche commune pour la totalité des examens relatifs aux instruments de garantie et supprimer les procédures redondantes, afin d'apporter à nos clients transparence et certitude tout au long du processus et d'améliorer ainsi leur expérience.

Une plus grande accessibilité : investir dans l'accès aux garanties en étoffant nos équipes spécialisées et en formant nos personnels dans le monde entier, afin de permettre à nos clients (secteur privé et pouvoirs publics) d'accéder facilement à ces instruments partout dans le monde. Une montée en échelle : appliquer une approche de pondération des risques qui concentre les ressources sur des projets et portefeuilles de projets à fort impact, permettant ainsi de réduire des analyses de risques redondantes et de libérer les capacités nécessaires au traitement de questions plus complexes. De nouveaux outils innovants : offrir des produits de garantie nouveaux et innovants qui permettront au secteur privé de s'engager davantage dans la résolution des défis actuels du développement. La refonte et le nouveau guichet unique seront disponibles pour tous les clients du Groupe de la Banque mondiale à compter du 1er juillet 2024.

Ce « guichet unique » contribuera à apporter transparence et certitude aux clients du Groupe tout au long du processus, et à améliorer ainsi leur expérience. La rationalisation de ces offres de garanties permettra de maximiser l'impact de capitaux limités dans les économies émergentes et en développement.

La Banque mondiale, la Société financière internationale (IFI) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) (a) proposent actuellement une vingtaine de solutions de garantie, chacune d'entre elles étant assortie de règles, de normes et de procédures différentes. Cela est en passe de

changer, avec le lancement, le 1er juillet, d'une nouvelle plateforme qui regroupera tous les produits et experts en garantie du Groupe de la Banque mondiale. Ce « guichet unique », qui sera placé sous l'égide de la MIGA, facilitera les relations des clients avec l'ensemble de l'organisation.

CE QUI VA CHANGER DANS LES GARANTIES DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

« À l'heure actuelle, les solutions de garantie sont dispersées au sein de nos institutions. Ces offres relèvent de procédures différentes et les clients doivent s'entretenir avec chaque institution séparément. Cette dispersion ralentit les choses, au détriment de l'efficacité. D'où notre volonté de rationaliser notre offre, afin de maximiser les capitaux disponibles — et limités — en faveur du développement et de produire le plus grand impact possible dans les économies émergentes et en développement », souligne le vice-président exécutif de la MIGA, Hiroshi Matano. « À partir du 1er juillet, nous proposerons un guichet unique qui regroupera l'ensemble de nos produits et experts en garantie, pour plus d'efficacité, de simplicité et de rapidité. Nos clients auront accès à une gamme simplifiée de produits de garantie et pourront traiter avec une seule équipe au lieu d'avoir à gérer divers points de contact à la Banque mondiale, chez IFC et à la MIGA », ajoute-t-il.

Le Groupe de la Banque mondiale s'est fixé pour objectif de tripler son montant annuel d'émissions de garanties, pour le porter à 20 milliards de dollars d'ici 2030. La nouvelle plateforme vient donc étayer cet objectif. Les États, les institutions multilatérales et les organisations philanthropiques ne disposent pas à eux seuls de ressources ou de fonds suffisants pour faire face, de manière durable, résiliente et inclusive, aux crises mondiales que nous connaissons actuellement. Les besoins sont immenses et, pour les combler, il faut mobiliser les acteurs du secteur privé et les associer en tant que partenaires du développement.

Lorsque le Groupe de la Banque mondiale a entrepris, l'année dernière, de faire évoluer sa vision et sa mission, son modèle opérationnel et son assise financière, il a notamment été question des garanties et de la possibilité d'optimiser leur usage. Le Laboratoire de l'investissement privé, mis sur pied par le Groupe de la Banque mondiale en juin 2023 dans le but de recenser et de remédier aux obstacles à l'investissement privé dans les marchés émergents, a également fourni des orientations spécifiques sur les difficultés rencontrées dans l'utilisation de nos instruments de garantie. De même, le rapport du groupe d'experts indépendants du G20 sur le renforcement des banques multilatérales de développement a appelé à un recours accru aux garanties pour atténuer les risques et catalyser les financements privés. Tous ces éléments ont abouti à la création d'un guichet unique, qui sera lancé le 1er juillet avec l'ambition d'augmenter considérablement nos émissions de garanties.

Avec cette initiative, le Groupe de la Banque mondiale entend-il créer une nouvelle institution ? « Il ne s'agit pas de créer une nouvelle institution. En revanche, grâce à cette démarche, nous allons constituer le plus grand groupe d'experts en garantie au monde. Au cours des trois prochaines années,

le nombre de... devrait augm... que notre... garanties da... de notre si... menter d'au... de"; expliq... MIGA, Hirosh

COMMENT LA NOUVELLE PLATEFORME VA CHANGER VOTRE EXPÉRIENCE ?

D'après lui, apporter tr... clients et à... Par ailleurs, pays aura... unique pou... aux garantie... assistance co... "En offrant... toutes les ga... dures redon... permettra d... rapidité d'e... exemple, si... auprès de d... Banque mon... cessus de vé... velle platefo... nécessaire", modèle qui f... avec une a... risques qui... projets et... impact, en p... redondantes... saires au tra... plexes et au... "Enfin, nous... de garantie... mettront a... davantage d... du développ... options, les... étendre dav

MONDIALE

FORME DES GARANTIES DE JUILLET



collaborateurs sur la plateforme augmenter d'au moins 30 %, tandis que le personnel spécialisé dans les autres de nos bureaux-pays (en dehors de Washington) devrait augmenter de 40 % sur la même période. Le vice-président exécutif de la Banque mondiale, Hiroshi Matano,

LA NOUVELLE FORME FONCTIONNERA-T-ELLE ?

«La plateforme contribuera à apporter plus de transparence et de certitude à nos opérations, et à améliorer ainsi leur expérience. Le personnel de nos bureaux-pays sera désormais un point de contact unique pour toutes les questions relatives aux garanties, ce qui permettra de fournir une réponse plus cohérente à nos clients». Cette nouvelle approche commune pour les garanties et en éliminant les procédures redondantes, la nouvelle plateforme permettra de gagner en accessibilité et en efficacité. À l'heure actuelle, pour bénéficier d'un projet bénéficiant de garanties, les institutions du Groupe de la Banque mondiale doivent passer par deux procédures de vérification préalable. Avec la nouvelle plateforme, une seule procédure sera mise en œuvre. Il s'agit également d'un projet qui favorisera une montée en échelle, une approche de pondération des ressources qui concentre les ressources sur des portefeuilles de projets à fort impact plutôt que sur des projets individuels. Cela permettra de réduire des analyses de risques et de libérer les capacités nécessaires à la résolution de questions plus complexes liées au développement de cette activité. Nous offrons également des produits nouveaux et innovants qui permettent au secteur privé de s'engager plus facilement dans la résolution des défis actuels. Grâce à ces nouvelles garanties, les clients du secteur privé pourront bénéficier de leur présence et relever

leurs ambitions. Par exemple, les garanties d'IFC et de la MIGA pourront être groupées de manière à couvrir à la fois les risques dans le secteur privé et dans le secteur public».

LES PRINCIPAUX DOMAINES D'INTERVENTION DE LA PLATEFORME

Les produits de garantie du Groupe de la Banque mondiale continueront de soutenir des transactions et des projets visant à promouvoir l'investissement direct étranger et à protéger les investisseurs contre le risque politique. On peut par exemple y recourir pour appuyer des opérations qui améliorent l'accès à l'énergie en Afrique subsaharienne et dans les pays les plus pauvres, fragiles et touchés par un conflit. Ou encore pour aider les pays à revenu intermédiaire à se tourner vers des énergies plus vertes.

Les clés capitales privées sont indispensables à la croissance des économies émergentes et en développement. Ces pays ont besoin de milliards de dollars pour combler leur déficit d'investissements, et les banques multilatérales de développement ne disposent pas, à elles seules, des ressources nécessaires. Notre expérience démontre que les garanties apportées par le Groupe de la Banque mondiale contribuent largement à attirer des capitaux privés vers les économies émergentes et en développement.

Afin de mobiliser des financements supplémentaires auprès du secteur privé, les acteurs du développement doivent travailler de concert pour assurer leurs rôles de prêteur, de facilitateur, de co-investisseur et de source de solutions de réduction des risques pour les prêteurs et investisseurs privés. Les efforts déployés par l'ensemble du Groupe de la Banque mondiale aux diverses étapes de sa collaboration avec un pays client constituent un élément important de la manière dont il soutient la mobilisation de capitaux privés au service du développement. Cela commence par le partenariat stratégique noué avec le pays : la Banque mondiale four-

nit alors les connaissances et le soutien financier nécessaires pour créer un environnement propice à l'afflux de capitaux privés. Lorsque ces conditions sont réunies, le secteur privé est en mesure de mieux s'impliquer, parfois avec l'appui d'IFC par le biais de ses services-conseil, prises de participation ou prêts. La nouvelle plateforme, placée sous l'égide de la MIGA, pourra désormais appuyer le secteur privé à l'aide des garanties fournies par nos trois institutions, à savoir la Banque mondiale, IFC et la MIGA.

ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD) D'ICI 2030

«Nous sommes convaincus qu'en développant les instruments de garantie dans l'ensemble du Groupe de la Banque mondiale, nous contribuerons de manière essentielle à la mobilisation des capitaux privés supplémentaires indispensables pour répondre à la fois aux priorités nationales et aux défis mondiaux. Notre objectif est d'aider nos clients à réaliser les ODD tout en atteignant le zéro émissions nettes, et à faire face à d'autres défis mondiaux, comme la préparation aux risques de pandémie, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la raréfaction des ressources en eau, et l'accès à l'énergie et au numérique. La nouvelle plateforme jouera un rôle clé dans la concrétisation de ces transformations», souligne Hiroshi Matano. Cette initiative soutiendra également la mise en œuvre de nos programmes sur les défis mondiaux : elle permettra en effet de tirer parti de la puissance collective d'un Groupe de la Banque mondiale uni, afin d'apporter des solutions reproductibles et transposables aux grands enjeux mondiaux et de produire un impact à grande échelle. Par exemple, dans le domaine de l'accès à l'énergie, la plateforme mettra l'accent sur l'innovation, en promouvant notamment les solutions hors réseau et les mini-réseaux. Un projet de mini-réseau solaire (a) en République démocratique du Congo illustre parfaitement cette collaboration étroite au sein du Groupe de la Banque mondiale peut aider à résoudre des problèmes complexes.

Enfin, la nouvelle plateforme nous permettra d'explorer les possibilités d'application des garanties à l'appui du développement des marchés de crédits carbone.

UN NOUVEAU PROJET OMC-BM POUR STIMULER LA PARTICIPATION DE L'AFRIQUE AU COMMERCE NUMÉRIQUE

Le commerce numérique offre de vastes possibilités s'agissant de stimuler la croissance, de créer des emplois et de faire reculer la pauvreté, mais il faut redoubler d'efforts pour aider les économies africaines à en tirer parti. C'est l'objectif d'un nouveau projet OMC-Banque mondiale qu'ont présenté le 24 février la Directrice générale de l'OMC Dre Ngozi Okonjo-Iweala, les Vice-Présidents de la Banque mondiale Pablo Saavedra et Ousmane Diagana.

Dans ses remarques liminaires, la DG Okonjo-Iweala a déclaré : «L'avenir du commerce sera numérique et vert, et nécessairement inclusif. Le commerce numérique est l'un des secteurs du commerce mondial dont la croissance est la plus rapide aujourd'hui. Les jeunes et les femmes sur le continent africain ont montré qu'ils savaient tirer parti des possibilités

offertes. L'Afrique ne représente que 1% du commerce des services fournis par voie numérique, mais je vois là une occasion à saisir.»

Le Vice-Président du pôle mondial d'expertise Croissance équitable, finance et institutions de la Banque mondiale, Pablo Saavedra, a dit : «L'économie mondiale enregistre en 2024 probablement une troisième année de décélération de la croissance, ce qui a notamment des conséquences pour le commerce et l'investissement. Dans ce contexte, l'essor des services fournis par voie numérique est une source d'espoir. Reste à savoir comment en faire un outil de croissance inclusive [en Afrique]. La recette du succès comporte de nombreux ingrédients, dont le premier est l'infrastructure de connectivité.»

Le Vice-Président régional de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et centrale, Ousmane Diagana, a dit : «Des évaluations des besoins en matière de commerce numérique menées sur plusieurs mois en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Bénin pour l'Afrique de l'Ouest, ainsi qu'au Rwanda et au Kenya pour l'Afrique de l'Est, ont fourni des indications précieuses sur la situation actuelle du commerce numérique et sur les difficultés spécifiques rencontrées par différentes parties prenantes, surtout dans le secteur privé. ... Nous avons identifié le numérique comme l'un des défis mondiaux pour notre institution, et c'est un domaine dans lequel nous allons assurément développer encore nos activités. Entre 2019 et 2023, la Banque mondiale a déployé 72 projets de numérisation pour un montant total de 9 milliards d'USD dans 37 pays africains.» Selon la Ministre béninoise, Shadiya Alimatou Assouman, «la connectivité est une question qui revient constamment dans les discussions [sur le numérique] en Afrique. Depuis 2016, le Président Talon souhaite que le Bénin devienne une plaque tournante pour le commerce électronique. En 2020, la crise liée à la COVID-19 a accéléré les réformes lancées pour promouvoir les services numériques. Nous avons maintenant relié pratiquement toutes les régions du pays jusqu'à la frontière avec le Niger. Notre programme de réformes vise à intégrer au commerce les femmes — surtout celles qui gèrent de petites entreprises — et les jeunes.» Le Ministre rwandais, Jean Chrysostome Ngabitsinze, a déclaré : «Le Président Kagame est un défenseur de l'initiative «Smart Africa». Depuis 30 ans, nous nous efforçons de mettre en place des politiques, des stratégies et des outils pour relier le Rwanda au monde numérique, investissant de l'argent et des efforts pour être connectés au reste du monde. ... Notre motivation est de cesser de subir les chocs, en nous dotant de solutions innovantes pour les affronter. Le Rwanda est prêt à soutenir d'autres initiatives de ce type afin que non seulement l'Afrique, mais le monde entier, puissent faire du commerce par voie numérique.»

Le projet «Le commerce numérique en Afrique» vise à aider les pays africains à profiter pleinement des avantages du commerce numérique et à améliorer leurs perspectives de développement. Il s'appuie sur une note d'orientation conjointe OMC-Banque mondiale présentée aux hauts fonctionnaires africains en juillet 2023. Intitulé «Faire du commerce numérique un catalyseur du développement de l'Afrique», ce document préconise l'instauration d'un environnement réglementaire propice au commerce numérique.

Par A.B. et Agences

BURKINA FASO

SUSPENSION DE L'IMPORTATION DE FARINE DE BLÉ

Le Burkina suspend l'importation de farine de blé. Cette mesure a pour objectif d'assainir le marché des produits de grande consommation, indique le ministère burkinabè du Commerce dans un communiqué du 8 avril. La délivrance des autorisations d'importation est aussi suspendue. La restriction est en vigueur jusqu'à nouvel ordre. Dans le même temps, les autorités mènent des campagnes agricoles pour vaincre l'insécurité alimentaire. Selon Ibrahim Traoré, la stratégie de son gouvernement consiste justement à renforcer la sécurité alimentaire et à promouvoir l'autosuffisance en matière de production de blé.

In Agence Sputnik

TUNISIE

REPÊCHAGE DE DEUX CORPS D'IMMIGRANTS ET ARRESTATION D'UN GROUPE DE PASSEURS

Les unités de la Garde Nationale à Sfax et à Ben Arous, sont parvenues à repêcher deux corps d'immigrants clandestins et à arrêter un groupe de passeurs et d'organiseurs de traversées illégales ainsi que d'un certain nombre d'immigrants informels. A Sfax, deux corps d'immigrants clandestins ont été repêchés et 21 personnes parmi les passeurs et organisateurs faisant l'objet de mandats d'arrestation ont été interpellées, outre la saisie d'un véhicule et de 12 barques aménagés aux opérations de migration illégale, selon un communiqué publié dimanche par la direction générale de la Garde Nationale. Dans ce même contexte, une patrouille de la Garde Nationale à Mhamdia (Gouvernorat de Ben Arous) a procédé à la saisie d'une voiture dont le propriétaire avait planifié le transport de huit personnes originaires d'Afrique subsaharienne, vers Tunis, en échange d'une somme d'argent. Après examen, le Parquet a autorisé la prise des mesures juridiques nécessaires à leur égard, lit-on dans le communiqué.

In African Manager

CAMEROUN

76 essences de grumes interdites d'exportation pour favoriser la transformation locale

Des mesures similaires sont déjà prises ou en préparation dans plusieurs pays d'Afrique centrale qui souhaitent tirer meilleur parti de leurs forêts tropicales, notamment sur le volet commercialisation du bois.



Jules Doret Ndongo, le ministre camerounais des Forêts a signé en début de mois un arrêté qui interdit l'exportation sous forme de grumes de 76 essences de bois. « Conformément aux décisions issues des récents travaux du Conseil des ministres de l'Union économique de l'Afrique centrale, tenus à Bangui le 23 février 2024, l'entrée en vigueur de la décision sous-régionale est fixée au 1er janvier 2028. Dans l'intervalle, le ministre poursuivra la réduction du nombre d'essences de promotion et l'élargissement concomitant de la liste des essences interdites de sortie. L'objectif étant de minimiser les impacts négatifs de la baisse ponctuelle des recettes consécutives à l'implémentation de ladite décision et de tableur résolument sur les avantages économiques et financiers qu'induit la transformation » relaie Investir au Cameroun. En effet, réunis le 23 février 2024 dans la capitale de la République centrafricaine, les ministres en charge des forêts de la Cemap et de la RD Congo ont pris la résolution

d'interdire, à compter du 1er janvier 2028, toutes les exportations des bois en grumes. Mais, précise le communiqué final ayant sanctionné les travaux de Bangui, les pays concernés doivent entamer la mise en œuvre progressive de cette mesure d'interdiction à compter du 1er janvier 2025. Le Cameroun lui, vient d'enclencher le processus 8 mois à l'avance, avec l'interdiction de l'exportation de 76 essences. À en croire le ministre des Forêts, la liste des essences interdites d'exportation devrait progressivement s'allonger au fil des années. Le gouvernement camerounais monte ainsi davantage en régime dans la promotion de la 2e transformation du bois. En effet, depuis 7 ans, l'État du Cameroun a entrepris de décourager les exportations des grumes et des sciages issus de la première transformation, à travers des relèvements successifs des droits de sortie. C'est ainsi que sur la période de 6 ans allant de 2017 à 2023, le droit de sortie des grumes est passé d'un taux de 17,5% à 60%. Ces revalorisations suc-

cessives correspondent à une hausse globale de la taxation des exportations des grumes de 343% en valeur relative. Dans la loi de finances 2024, ce droit de sortie des grumes a été à nouveau revalorisé, passant de 60% à 75% de la valeur FOB de l'essence. Sur le même registre, le droit de sortie des sciages a crû de 165% entre 2016 et 2023, selon les propres calculs des forestiers. Cette surtaxation porte d'ores et déjà ses fruits, dans la mesure où les exportations des grumes deviennent résiduelles dans les cargaisons de bois expédiées par le Cameroun vers le marché international. En 2022, par exemple, révèlent les données de l'Institut national de la statistique (INS), seulement 746 m3 de grumes ont été exportés, sur une cargaison globale de 1,7 million de m3 de bois vendus à l'international par le Cameroun. Ces expéditions des grumes ont d'ailleurs chuté de 22% cette année-là, puisqu'elles se situent à 958,3 m3 en 2021, selon l'organisme en charge de l'élaboration de la statistique officielle au Cameroun. Cette chute des exporta-

tions des grumes est cependant synonyme de pertes de recettes d'exportation pour le pays. C'est d'ailleurs cette psychose de la perte des recettes, qui a amené les autorités de la Cemap à différer à 2028 l'entrée en vigueur de l'interdiction des exportations des grumes, initialement prévue pour le 1er janvier 2022, puis repoussée dans un premier temps au 1er janvier 2023. À en croire les estimations de la commission de la Cemap, l'entrée en vigueur de l'interdiction des exportations des grumes devrait faire perdre au Cameroun des recettes d'environ 80 milliards FCFA chaque année. Une enveloppe qui, selon les défenseurs de la mesure d'interdiction, devrait progressivement être compensée par les retombées économiques (recettes fiscales, emplois directs et indirects, création de la plus-value) de la transformation locale du bois, que le Cameroun encourage depuis quelques années, à coups d'exonérations des droits et taxes sur les équipements y afférents.

In Agence Ecofin

MALI

Des livres pour enfants publiés en langues locales grâce à l'IA

Cherchant à contrer l'influence du français à l'école, le pays a recours à l'intelligence artificielle pour créer des livres en langues autochtones. Après avoir rétrogradé l'année dernière la langue française de "langue officielle" à "langue de travail", le Mali, cherche désormais à promouvoir l'usage des langues autochtones auprès des jeunes maliens. "Alors que les relations du Mali avec le français [...] sont devenues plus tendues, les

efforts visant à utiliser l'IA pour créer des livres pour enfants en bambara [la langue la plus parlée du pays] et dans d'autres langues locales prennent de l'ampleur", raconte le Washington Post. Le ministère de l'Éducation malien travaille notamment main dans la main avec la start-up RobotsMali qui a déjà publié plus de 140 livres en bambara depuis l'année dernière, a déclaré au quotidien américain, Sény Tognine,

employé de ce ministère. "RobotsMali utilise l'IA pour créer des histoires qui reflètent la vie et la culture des Maliens ordinaires. Au lieu de simplement traduire un classique français comme 'Le Petit Prince' en bambara, l'équipe de RobotsMali demande à ChatGPT : 'donne-moi des exemples de bêtises que font les enfants'. [...] L'équipe élimine ensuite les exemples qui ne seraient pas perti-

nents pour la plupart des petits Maliens puis utilise Google Translate - qui a ajouté le bambara en 2022 et utilise l'IA pour améliorer ses traductions - pour effectuer une première série de traductions", raconte le Washington Post. "La plupart des écoliers n'avaient jamais vu leur langue maternelle sous sa forme écrite jusqu'à récemment", précise le quotidien américain.

In Courrier international

TOURNOI DE L'UNAF (U17) :

Plusieurs stades d'Alger préparés

Les équipes nationales de jeunes éliminées des grandes compétitions sont en phase de reconstruction. Longtemps négligée, la formation des jeunes footballeurs est appelée à être développée. Les U 17 avec un nouvel entraîneur devront affronter dans ce tournoi de l'UNAF des équipes parmi les meilleures du continent. Ce qui donnera un nouveau signal sur le niveau de nos jeunes équipes. En attendant, un travail de longue haleine est attendu si on veut assurer une bonne relève à l'équipe nationale seniors.



Plusieurs stades de la capitale ont été préparés pour "garantir des installations de qualité", en vue du tournoi de l'Union nord-africaine de football (FAF) des moins de 17 ans (joueurs nés en 2007-2008), prévu à Alger du 16 au 27 avril, a indiqué la Fédération algérienne (FAF) dimanche dans un communiqué, rapporte l'APS. " Pour garantir des installa-

hauts responsables du football nord-africain convergeront à partir du 16 avril. Parmi eux, Gamal Allam, président de l'EFA (Fédération égyptienne de football), Abdulhakim Shelmani, président de la LFF (Fédération libyenne de football) et Mahmoud Hammami, directeur exécutif de l'UNAF", précise la même source. Et d'enchaîner : "Les équipes égyptiennes, tunisiennes, marocaines et libyennes arriveront successivement dans la journée à l'aéroport international d'Alger Houari-Boumediene." Le tournoi débutera le jeudi 18 avril 2024 avec deux matchs en ouverture programmés : Tunisie - Egypte et Maroc-Algérie, alors que la Libye sera exempte. La dernière compétition à laquelle a pris part la sélection des U17 était la CAN-2023, marquée par une élimination en quarts de finale du tournoi, ratant ainsi l'occasion de se qualifier au Mondial de la catégorie disputé du 10 novembre au 2 décembre 2023 en Indonésie. Pour rappel, Aziz Lahoussine a été nommé en février dernier à la tête de l'équipe nationale des U17, en remplacement d'Arezki Remmane. R. S.

ALLEMAGNE : LEVERKUSEN CHAMPION, PREMIER TITRE DE SON HISTOIRE

Le Bayer Leverkusen a remporté dimanche à domicile le premier titre de champion d'Allemagne de son histoire, et, par la même occasion, mis fin à onze saisons d'hégémonie du Bayern Munich sur le football allemand. En surclassant Brême 5 à 0 en clôture de la 29e journée de la Bundesliga, les hommes de Xabi Alonso, toujours invaincus, se sont assurés 16 points d'avance sur le Bayern Munich et Stuttgart. A cinq journées de la fin de la saison, ils ne peuvent plus être rejoints et s'emparent du « Schale », trophée remis au champion qui fut propriété exclusive munichoise entre 2013 et 2023. Pour décrocher le titre dès la 29e journée, troisième sacre le plus précoce après ceux du Bayern en 2014 (27e journée) et en 2013 (28e journée), les hommes de Xabi Alonso devaient s'imposer dimanche. C'est le meilleur buteur de Leverkusen, Victor Boniface, qui a ouvert le score dès la 25e minute sur penalty, après une faute sur Jonas Hofmann sanctionnée après recours à l'assistance vidéo. A l'heure de jeu, Granit Xhaka a doublé pour offrir trente minutes de pure euphorie. Florian Wirtz à la 68e minute s'est retrouvé à la conclusion d'un superbe mouvement collectif d'une magnifique frappe des 30 mètres Wirtz y est allé de son triplé en fin de rencontre, provoquant l'invasion du terrain avant les dernières secondes, dans une ambiance exceptionnelle. Et la fin du match s'est déroulée avec un léger nuage rouge, venu des fumigènes des ultras de Leverkusen. Leverkusen a disputé dimanche son 43e match de la saison sans perdre (38 victoires, 5 matches nuls), égalant ainsi la performance de la Juventus Turin en 2011/12, à la différence près que les Bianconeri n'avaient pas de Coupe d'Europe à disputer à l'époque. La moisson du Werskelf (le « onze de l'usine », surnom de l'équipe du club fondé par le chimiste Bayer en 1904) peut se poursuivre dans les prochaines semaines. En Ligue Europa, ils affronteront jeudi West Ham à Londres en quarts de finale retour, après un succès 2-0 à domicile il y a trois jours. Dans l'optique de cette rencontre, Xabi Alonso a d'ailleurs laissé au coup d'envoi trois de ses meilleurs joueurs (Florian Wirtz, Alejandro Grimaldo et Jeremie Frimpong) sur le banc pour le match du titre. Et les coéquipiers de Lukas Hradecky fermeront leur saison par la finale de la Coupe d'Allemagne (programmée le 25 mai, trois jours après la finale de la Ligue Europa) contre Kaiserslautern, pensionnaire de 2e division.

Coupe d'Algérie : le MC Alger dans le dernier carré

L'équipe du MC Alger s'est qualifiée à la demi-finale de la coupe d'Algérie de football, en éliminant en quart de finale, le WA Tlemcen sur le score de 2-0, mi-temps (1-0), dimanche soir au stade olympique du 5-Juillet (Alger). Le meneur du Mouloudia, Youcef Belaili a ouvert le score sur penalty à la 45e, suite à une faute qui lui-même a provoquée dans la surface de réparation. En seconde période, le rem-

plaçant Ouattara a marqué le but de l'assurance à la 78e, après une action à quatre touches dans la surface de réparation des Tlemcéniens qui s'achève avec un but au fond des filets du gardien Yasser Lahbeb.

Résultats des quarts de finale

Vendredi 12 avril :

CR Belouizdad - ES Mostaganem 3-3

(CRB qualifié aux TAB : 4-2)

Samedi 13 avril :

CS Constantine - ES Ben Aknoun 0-0

(CSC qualifié aux TAB : 5-4)

Dimanche 14 avril :

MC Alger - WA Tlemcen 2-0

Mardi 16 avril (20h30) :

Au stade du 19-Mai 1956, à Annaba :

USM Alger - US Biskra.

APS

Championnat d'Afrique ITF/CAT U16 : L'Algérie leader du tennis africain

La Confédération africaine de tennis (CAT) considère l'Algérie comme une nation leader du tennis africain, au regard de ses succès réalisés dans l'organisation des différentes compétitions que l'instance continentale lui attribue à chaque fois. Le manager général de la Confédération africaine de tennis (CAT), le Tunisien Hichem Riani, est convaincu que l'Algérie relèvera, encore une fois, le défi de réussir le Championnat d'Afrique de

tennis ITF/CAT des U16 qu'elle abrite à Alger du 15 au 20 avril 2024, au Tennis club de Bachdjarah, en réunissant "toutes les conditions nécessaires pour en faire une fête du tennis africain et une grande réussite en matière d'organisation". "L'Algérie abrite pour la 2e année consécutive le Championnat d'Afrique des U16. La réussite qu'a connu l'édition précédente (2023, NDLR) au niveau de l'organisation, en est pour quelque chose, sur-

tout que la partie algérienne a réuni, cette fois-ci encore, toutes les conditions de réussite à ce Championnat notamment au niveau de l'accueil, l'hospitalité, l'infrastructure tennistique ainsi que la qualité des arbitres officiels retenus", a déclaré à l'APS Hichem Riani. Le manager de la CAT a expliqué que l'instance continentale octroie d'habitude l'organisation de tel évènement au même pays deux années de suite, surtout, "si les conditions sont respec-

tées et c'est le cas de l'Algérie en 2023 (...) qui demeure l'un des pays leaders du sport africain d'une façon générale et du tennis d'une façon particulière". Interrogé sur l'état du Tennis club de Bachdjarah qui abrite également le siège de la Fédération algérienne de tennis (FAT), Riani a estimé que le site devrait devenir "un chef lieu du développement du tennis algérien".

APS

HANDISPORT-MONDIAUX DE JUDO POUR SOURDS

Une médaille d'or et une autre de bronze pour l'Algérie

- La sélection algérienne de judo pour sourds a clôturé sa participation aux Championnats du monde (messieurs et dames) qui ont pris fin dimanche, avec une médaille d'or et une bronze, remportées respectivement par l'athlète Sadi Bouchra Belinda et Bouhidel Abderrahmane, lors de la compétition abritée par la ville de Turkestan au Kazakhstan du 10 au 15 avril 2024. L'Algérie qui était présente avec 5 athlètes, avait également empoché trois 7es places par Yusra Bensalah (-52kg), Fayçal Allal (-90kg) et Mohamed Amine Sahraoui (-100kg). Engagée dans la catégorie des -78kgs, Sadi Bouchra Belinda a remporté le titre suprême après avoir battu en finale la

Kazakh Kramorova Anna par ippon. Déjà en demi-finale, l'Algérienne avait démontré son intention de ne pas lâcher prise, et revenir au pays avec la médaille d'or, en éliminant, l'Ukrainienne Bala M., également, par la note suprême (ippon). D'ailleurs, cette dernière s'est rachetée en enlevant la médaille de bronze, alors que la seconde médaille de bronze est revenue à la Coréenne Choi S.. Pour sa part, Bouhidel Abderrahmane a pris le bronze de sa catégorie des -66kg, après avoir battu lors de la petite finale (pour la 3e place), le Kazakh Bysykatov par ippon. Le podium a été complété par le nouveau champion du monde, le Japonais Sato M., vainqueur du Kazakh Aldi-

bek Nurmukammed par ippon. Avec ses deux consécutions, l'Algérie termine à la 5e position au tableau des médailles sur 16 pays classés, alors que 24 nations, formant un total de plus de 300 athlètes (messieurs et dames) ont pris part aux Championnats du monde de judo pour sourds (messieurs et dames). Interrogé sur les performances de ses athlètes, l'entraîneur national de judo pour sourds, Ouidir Mohand Oulhadj s'est réjoui des médailles obtenues, déclarant : "je suis très content pour ses résultats. La médaille d'or, remportée haut la main, par Belindadé note de la valeur du judo algérien dans cette catégorie. L'athlète a réalisé un parcours exceptionnel et sans

faute, gagnant des concurrentes de pays hôte et de l'Ukraine dont le niveau du judo n'est plus à présenter, mais chez ses handicapés". Pour les autres athlètes, le coach a relevé aussi la bonne performance de Bouhidel (médaillé de bronze), "lui aussi qui fait un très acceptable parcours, Idem pour les autres s'étant classés en 7e position", a-t-il conclu. En prévision du rendez-vous de Turkestan en Kazakhstan, la sélection nationale de judo pour sourds "a bénéficié d'une bonne préparation", reconnaît l'entraîneur national, ajoutant "qu'un total de neuf stages de durée acceptable, a été effectué par l'ensemble des athlètes".

APS

LU POUR VOUS

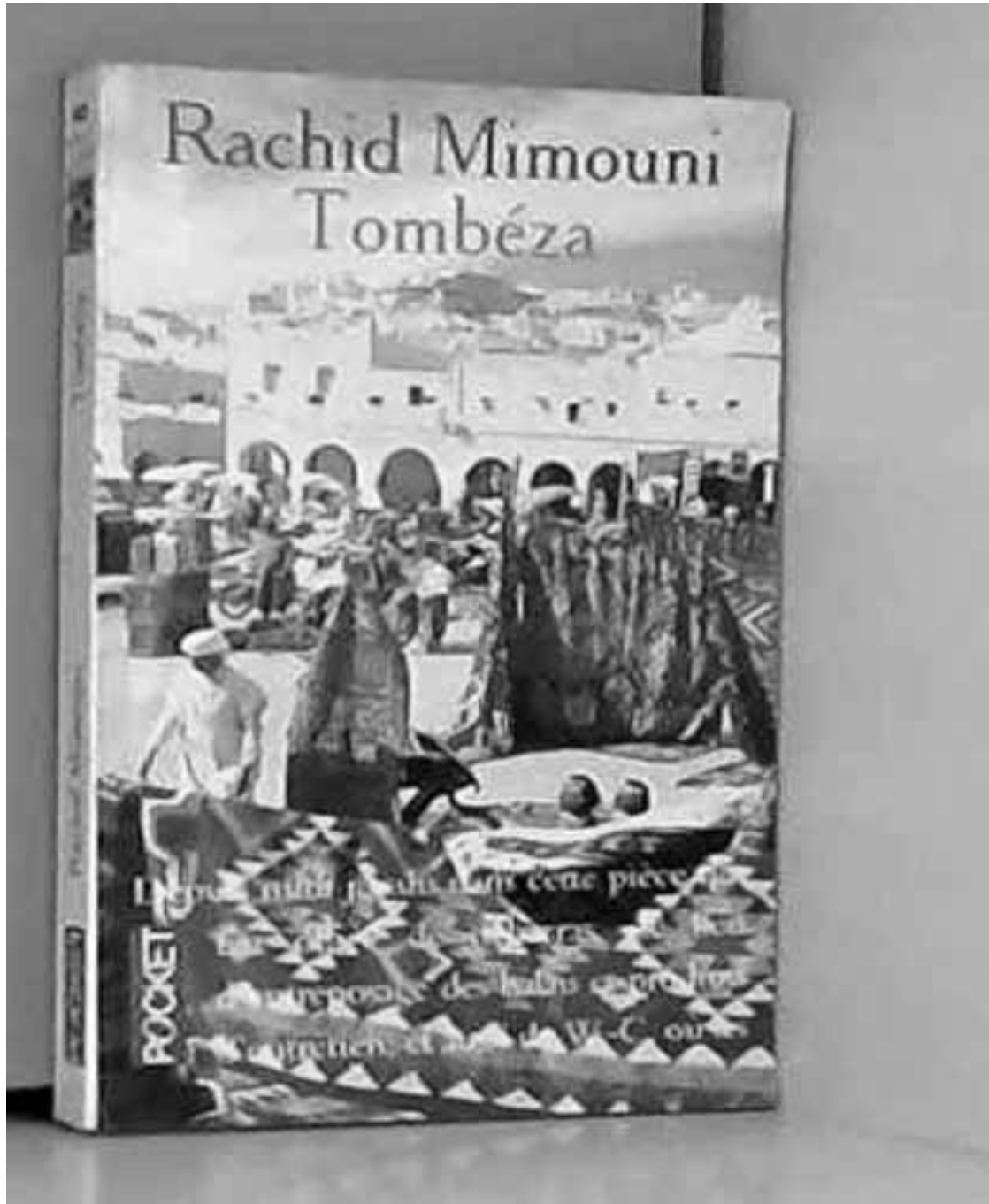
« Tombeza », de Rachid Mimouni

Etendu sur un chariot branlant dans l'immonde débarras où l'on a fini par le reléguer, un homme, Tombéza, se souvient de la farce tragique que fut sa vie.

Noiraud, bancal et rachitique, mais hargneux et tenace, il grandit en dépit de tous les pronostics, apprenant les gestes de la survie avant même de savoir faire ses premiers pas, se nourrissant de restes avariés, supportant sans broncher les coups et les insultes. Plus tard, il assista à la naissance de la nouvelle Algérie et fut témoin de toutes les bassesses, les lâchetés, les exactions qui l'accompagnèrent. Comment s'étonner alors des moyens qu'il emploiera pour prendre sa revanche et gagner enfin à son tour un peu de pouvoir et de considérations ? Dans ce superbe roman, Rachid Mimouni nous entraîne dans un terrible voyage au bout de la misère humaine, à la découverte d'une société en pleine agonie où tout semble se dégrader lentement mais inexorablement.

« Quand je songe à mon enfance, c'est l'image des figuiers de Barbarie qui s'impose aussitôt à mon esprit. On en voit partout. Ils forment les haies naturelles des champs, mais aussi bouchent tous les horizons, brisent les rafales du vent qui vient répandre les microscopiques épines de leurs fruits. Quelles affreuses plantes ! Toutes bardées de dards. Même leurs fruits en sont couverts. Elles poussent en proliférant sur les terrains les plus ingrats, les plus rocailloux. Je ressemblais à ces figuiers de Barbarie. Je grandissais en dépit de tous les pronostics, chétif et clopinant, mais hargneux et tenace ... »

Rachid Mimouni, écrivain majeur de la littérature maghrébine contemporaine, est né en 1945 à Boudouaou (Boumerdès) et est décédé à Paris des suites d'une hépatite aiguë. Il est l'auteur d'une dizaine d'ouvrages dont *Le Fleuve détourné* et *L'Honneur de la tribu*. Mimouni décrit avec minutie la déchéance et dressé un constat apocalyptique de la société. Et c'est à juste titre que Mourad Bourboune (Jeune Afrique) dira de *Tombéza* qu'il est « un grand livre nocturne, une arme chargée jusqu'à la gueule, où court pourtant l'amour d'un homme pour son pays ». L'Algérie a récemment fêté le



29e anniversaire de la mort de son écrivain, le romancier Rachid Mimouni, un immense écrivain qui s'est retrouvé à choisir entre l'exil ou la mort au début de la décennie sanglante qui a secoué le pays dans les années 1990.

L'histoire de la vie de Rachid Mimouni (1945-1995) est un exemple de la souffrance des écrivains et auteurs algériens au cours des années 90, lorsque des menaces de mort ont contraint plus d'un à quitter le pays. Au cours d'une carrière littéraire courte mais bien remplie, Mimouni a écrit des textes narratifs traduisant ses posi-

tions audacieuses sur des questions politiques et sociales qui reflètent les préoccupations de l'Algérien depuis l'indépendance du

pays jusqu'aux années 1990. L'une de ses œuvres les plus célèbres est le roman « *Le Fleuve* »

détourné » (1984), qui dessine l'état de tension politique et sociale que connaît l'Algérie avant le soulèvement d'octobre 1988, lorsque les Algériens se révoltent pour protester contre la détérioration de leurs conditions de vie et exigent des réformes politiques et sociales. En 1992, il publie le livre « *De la barbarie en général au fondamentalisme en particulier* », dans lequel il aborde le phénomène de l'extrémisme religieux. Au cours de cette période, des écrivains et des intellectuels ont été victimes d'attaques de groupes armés.

En 1993, il publie son roman « *La Malédiction* » (Prix de la Liberté littéraire 1994), dont les chapitres sont tirés d'événements réels évoquant l'histoire d'hommes armés s'emparant d'un hôpital de la capitale en 1991. Ce roman est à l'origine de la menace d'assassinat contre sa fille, ce qui l'a alors obligé à faire ses valises et à choisir l'exil.

ŒUVRES PRINCIPALES

1978 : *Le printemps n'en sera que plus beau*, SNED

1982 : *Le Fleuve détourné*, Stock

1983 : *Une paix à vivre*, ENAL

1984 : *Tombéza*, Stock

1989 : *L'Honneur de la tribu*, Stock

1990 : *La Ceinture de l'ogresse*, Stock - Prix de la nouvelle de l'Académie Française

1991 : *Une peine à vivre*, Stock

1992 : *De la barbarie en général et de l'intégrisme en particulier*, Le Pré au clerc

1993 : *La Malédiction*, Stock

I.Med Amine

Bio-express de Mimouni

Mohamed Mimouni, dit Rachid Mimouni, né le 20 novembre 1945 à Alma, Boudouaou, et mort le 12 février 1995 à Paris d'une hépatite aiguë, était un des auteurs de romans les plus doués de sa génération. Rachid Mimouni naît à Boudouaou, à 30 km à l'est d'Alger. Il est issu d'une famille paysanne pauvre. Malgré son enfance malade (douleurs aux articulations), il réussit ses études et accède au cycle supérieur. Étudiant à Alger, il obtient sa licence en sciences commerciales en 1968. Après un bref passage par le monde professionnel (assistant de recherche), Mimouni part au Canada finir ses études, à l'École des hautes

études commerciales de Montréal. Il étudie les sciences à l'Université d'Alger avant d'enseigner à l'École supérieure de commerce d'Alger.

À partir de 1976, il enseigne à l'INPED (Boumerdès), puis après à l'École supérieure du commerce à Alger, dans les années 1990. Rachid Mimouni a été membre du conseil national de la culture, président de la Fondation Kateb-Yacine, président de l'avance sur recettes et vice-président d'Amnesty International. Rachid Mimouni meurt à quarante-neuf ans, d'une hépatite, dans sa chambre d'hôpital, le 12 février 1995, à Paris.

L'AMOUR, LA MORT, LE FONDAMENTALISME ET L'ESPOIR TISSENT LA TOILE DE FOND DE SES NARRATIONS

Un écrivain bien trempé

Bien que de formation commerciale, sa vocation est littéraire. Mimouni est très tôt attiré par la lecture et l'écriture. Son premier roman *Le printemps n'en sera que plus beau* où se mêlent l'amour et la guerre, est l'histoire de deux jeunes Algériens, Hamid et Djamilia, écrasés par la machine infernale de la guerre, qui sacrifient leur vie et leur amour pour l'Algérie. Mimouni fait de son enfance

difficile un thème et de la guerre d'Algérie (1954/1962) un repère pour ses chefs-d'œuvre, où il traite de beaucoup de sujets, notamment : la bureaucratie, l'amour, la sexualité, l'intégrisme, la dictature, la révolution. Dans ses pages, Rachid Mimouni montre la réalité amère des Algériens et leur quotidien médiocre : harcèlements, intimidations, oppressions, provocations, etc.

dépeint le tableau d'une Algérie à l'agonie, et une jeunesse prisonnière de dogmes révolus. Le style d'écriture de Mimouni le plus souvent réaliste, comporte aussi des passages surréalistes. Les personnages de Mimouni font, généralement, la navette entre le passé et le présent. Les critiques littéraires ont appelé son style « va-et-vient » qui ressemble à l'écriture aux spirales de Kateb Yacine. La montée de l'intégrisme en Algérie l'a profondément déçu tout autant que l'assassinat de l'intelligentsia algérienne. La mort de Tahar Djaout, son ami de longue date, l'anéantit, il lui

dédie son roman *La Malédiction* en ces termes : « À la mémoire de mon ami, l'écrivain Tahar Djaout, assassiné par un marchand de bonbons sur l'ordre d'un ancien tôlier ». Rachid Mimouni est lauréat de plusieurs prix littéraires : le Prix de l'amitié franco-arabe 1990, le Prix de la critique littéraire 1990, le Prix de la liberté littéraire 1994 et d'autres encore. Depuis sa mort, chaque année, une rencontre littéraire réunit des libraires, des éditeurs et des écrivains pour des expositions, des rencontres, et des tables rondes. À son issue « le prix Rachid-Mimouni » est décerné à l'écrivain qui s'est le plus distingué.

I.M.

TURQUIE

Un accident de téléphérique fait un mort et dix blessés

Samedi 13 avril, les derniers passagers du téléphérique de Sarisu-Tünektepe, dans le sud de la Turquie, ont été secourus. Ils étaient suspendus au-dessus du vide depuis près de 24 heures à la suite d'un accident fatal survenu le jour précédent.

L'effondrement d'un pylône a provoqué le blocage d'un téléphérique dans le sud de la Turquie. Une personne est morte dans l'accident, des dizaines sont restées suspendues, attendant d'être secourues.

Ils auront passé vingt-trois heures au-dessus du vide. L'angoisse des derniers passagers d'un téléphérique du sud de la Turquie, victime de la chute d'un pylône, a pris fin samedi après-midi.

L'accident, survenu peu avant 17h30 heure locale vendredi dernier sur les hauteurs de la grande station balnéaire d'Antalya, a fait un mort et 10 blessés, selon le ministre turc de la Santé Fahrettin Koca. Une des cabines du téléphé-



rique de Sarisu-Tünektepe, heurtée par le pylône, s'était brisée, entraînant la chute de ses passagers dans une zone rocheuse. 174 autres passagers, parmi lesquels des enfants, ont été évacués « avec succès » au terme d'une « opération très périlleuse », a annoncé samedi Okay Memis, le patron de l'agence publique turque de gestion des catastrophes (Afad). Dix hélicoptères et plus de 600 secouristes

avaient été dépêchés sur les lieux, selon les autorités. Okay Memis a précisé que « cet accident est survenu à la suite de la rupture d'un mécanisme au sommet d'un pylône du téléphérique », possiblement une vis. Des ordres de détention ont été émis contre treize personnes, dont des responsables de l'entreprise exploitant le téléphérique, dans le cadre d'une enquête visant à déterminer les causes de l'accident, a annon-

cé le ministre turc de la Justice, Yilmaz Tunç. « L'incident s'est produit en raison de l'insuffisance et de la corrosion des fixations aux points de connexion

des pylônes porteuses du téléphérique », a indiqué Yilmaz Tunç sur le réseau social X, faisant état d'un rapport préliminaire qui pointe également le mauvais état des systèmes de poulies.

In Sud Ouest

ÉTATS-UNIS

L'eau en bouteille est pleine de nanoplastiques, d'après une nouvelle étude

Dans des bouteilles d'eau achetées au supermarché aux États-Unis, des chercheurs ont détecté une quantité importante de plastiques, dont 90 % sont de taille nanométrique. « Quel que soit l'endroit où les scientifiques cherchent du plastique, ils en trouvent, des glaces de l'Antarctique à la première selle des nouveau-nés. » À ces exemples le Los Angeles Times peut ajouter celui de l'eau en bouteille, qui contient de 10 à 100 fois plus de plastique que ce qu'on imaginait jusqu'à la publication, dans

Proceedings of the National Academy of Sciences (PNAS), d'une nouvelle étude, le 8 janvier. Des chercheurs de l'université Columbia aux États-Unis ont pris des bouteilles d'eau de trois marques populaires vendues en supermarché.

L'analyse de leur contenu a révélé la présence de 240 000 particules de plastique par litre en moyenne. Quelque 90 % étaient des nanoplastiques, mesurant moins d'un micromètre, c'est-à-dire « des particules microscopiques si petites qu'elles peuvent être absorbées par les cellules et les tissus humains [comme le cœur] et traverser la barrière hémato-encéphalique [et pénétrer dans le cerveau] », indique le journal américain. Cette petitesse en fait leur dangerosité potentielle pour la santé humaine. Las, faute de pouvoir les mesurer, ces nanoplastiques sont très peu étudiés. À titre de comparaison, précise le

Los Angeles Times, « la présence de microplastiques, des particules comprises entre 1 micromètre et 5 millimètres, est documentée depuis plusieurs années, à la fois dans l'eau du robinet et dans l'eau en bouteille ». Les auteurs de l'étude ont eu recours à « un nouveau type de microscope » utilisant des lasers. Parmi les nanoplastiques identifiés, ils ont retrouvé du polyéthylène téréphtalate (PET), dont sont faites les bouteilles, mais surtout des polyamides utilisés dans les filtres à osmose inverse à travers lesquels passe l'eau au moment de l'embouteillage. Il y

avait aussi du polystyrène, du polychlorure de vinyle (PVC) ou encore du polyméthacrylate de méthyle (PMMA, ou Plexiglas). « Mais seules 10 % des nanoparticules analysées ont pu être cataloguées parmi les sept familles de plastique connues. L'origine des autres est inconnue », révèle le Los Angeles Times. La caractérisation des nanoparticules de plastique et l'évaluation de leur risque sont un domaine de recherche nouveau mais dont les résultats sont attendus par une société où l'inquiétude grandit à ce sujet.

In Courrier International

AVIATION :

Boeing inaugure une nouvelle extension de son usine en Chine

Le constructeur aéronautique américain Boeing a annoncé la mise en service de la troisième phase du projet d'expansion de son premier joint-venture en Chine. Ce projet inauguré vendredi dernier devrait permettre à Boeing Tianjin Composites de doubler la capacité de production de son usine de Tianjin, selon le constructeur aéronautique américain. L'extension a été lancée dans la zone originale de l'usine en 2019 et vise à atteindre une surface au sol d'environ 58.000 m² pour fournir plus d'espace pour le travail d'assemblage impliquant des pièces haut de gamme et plus complexes. « Boeing est très fier du partenariat qu'il a établi avec la Chine depuis plus d'un demi-siècle », a déclaré Brendan Nelson, vice-président senior de Boeing Company et président de Boeing Global. « Nous nous engageons auprès de la Chine pour les 50 prochaines années », a indiqué M. Nelson, ajoutant que Boeing poursuivra sa coopération en Chine dans un large éventail de domaines, notamment la fabrication de matériaux composites, la recherche, la formation, le centre d'achèvement et de livraison, et la durabilité. Fondée en 1999, la Boeing Tianjin Composites est la plus grande base de production de matériaux composites de la chaîne d'approvisionnement de Boeing en Chine. Ses produits couvrent tous les modèles d'avions Boeing. Depuis que la Chine a reçu le premier lot d'avions Boeing 707 en 1973, Boeing a livré plus de 2.000 avions à des clients chinois. Dans le même temps, plus de 10.000 avions de Boeing utilisent des pièces et composants fabriqués en Chine.

In Agences

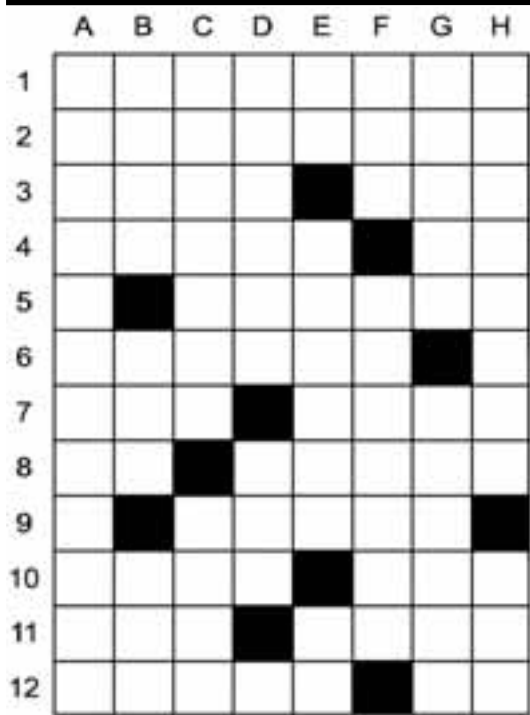
SCIENCES

LE GÉNOME DE LA CANNE À SUCRE ENFIN DÉCHIFFRÉ

Une équipe internationale a publié, dans la revue « Nature », l'intégralité de la séquence de l'ADN de cette plante, à l'origine de 80 % de la production mondiale de sucre. L'occasion de revenir sur l'histoire de sa domestication. Elle restait la seule grande plante cultivée dont le génome nous demeurait impénétrable. Pourtant, la canne à sucre, graminée tropicale qui assure aujourd'hui 80 % de la production mondiale de sucre, est la culture la plus récoltée au monde, en biomasse. C'est dans sa fameuse canne, une tige rigide mais pleine, haute de 2,50 à 6 mètres, que cette herbe géante stocke le saccharose, qui représente jusqu'à 16 % du poids de la tige. Le grand livre de son ADN, il est vrai, était d'une redoutable complexité. Écrit en 114 chapitres, pour ses 114 chromosomes, il est en réalité constitué de dix chromosomes, copiés chacun en onze à treize exemplaires... loin d'être tous exactement semblables. De quoi rendre inextricable cette longue pelote d'ADN. Une équipe internationale a relevé le défi. Au terme de cinq années de travail, mobilisant trente-cinq scientifiques de quatre pays, les chercheurs ont déchiffré la totalité du génome d'une variété de canne à sucre, la R 570, actuellement cultivée à La Réunion, à l'île Maurice, sur le continent africain et aux Antilles françaises. Un travail publié le 28 mars dans la revue Nature, qui vient parachever une première version de ce manuscrit, édité en 2018 par le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad), mais en dix chapitres seulement – pour les dix chromosomes, sans faire le distinguo entre leurs copies. Cet exploit résulte de la « combinaison de plusieurs approches », explique Angélique D'Hont, du Cirad de Montpellier, coautrice. Première astuce, les chercheurs ont isolé chacun des chromosomes de la plante par la technique de cytométrie en flux. En clair, les chromosomes passent un à un devant un faisceau laser qui mesure la lumière qu'ils diffractent et la fluorescence qu'ils émettent, puis qui les trie selon ces deux critères. Deuxième finesse, le recours à la lecture de longs fragments d'ADN, une méthode récente qui facilite la mise en ordre des fragments très semblables, issus du découpage de l'ADN. Enfin, l'équipe a aussi séquencé l'ADN des descendants de cette variété de canne.

In Le Monde

Mots Croisés



VERTICALEMENT

- A. Développant sa résistance (s').
- B. Ne conserve pas. Cité du Pérou. Rouleau de plumes.
- C. L'art de faire des cocottes. Un plus dans la caisse.
- D. Leçon faite aux enfants. Il s'expose au Louvre.
- E. C'est l'exercice. Montrerais les dents. Dangereux concurrent.
- F. Il ne s'ouvre pas sans bruit. Il est là pour renseigner.
- G. Finit par se dégager. Prénom d'un cinéaste américain.
- H. Petit grenier. Il finit rasé par les mufles.

HORIZONTELEMENT

- 1. Ça sent toujours bon là où on les met.
- 2. Il mena une vie d'Apache.
- 3. Absolument tout confondre. République arabe unie.
- 4. Prénom masculin. Neptunium.
- 5. Retenue à la chambre.
- 6. Ira de pair.
- 7. Point loin. Met le moral en berne.
- 8. Titre de prince abrégé. Mis à sac.
- 9. Beaucoup, pour le peuple.
- 10. Sortie de chien. Peintre dadaïste français.
- 11. Mot qui repousse. Inventeur d'un bec.
- 12. Elles gênent la vue. Il se lance sur bien des pistes.

LES MOTS FLÉCHÉS

ARMES À FEU CAUSER BIEN DU TRACAS	ÉTOILE DU CENTAURE FICHES DE CUISINE	ANCIEN TROU DE MAÇON INDIEN DE L'UTAH	MISE DANS UN TRONC GRAND PAYS D'ASIE	GROUPES DE MUSICIENS DÉSERTS DE SABLE	SE RENDENT PARTIE OCCIDENTALE D'UN PAYS
C'EST LE NORD ABRI DE BERGER			SENTIMENT DE REPU- GNANCE		
DRUCKER AU CINÉMA APPEL DISCRET		FEMME DE LA MYTHO- LOGIE			RECUES POUR DES ONDES
IL EST COUPE QUAND IL EST MOR PLEURN- CHER (SE)				SCANDIUM POUR LE CHIMISTE ENLEVA	
GROS CŒUR MILLE MÈTRES					QUI EST CONTENT DE LUI POIGNÉE POUR PRENDRE LA TASSE
	ON LE RANGE POUR LE BRÛLER	FLEUVE DE LISBONNE PLUTÔT FORTI- CHES	DIS- TRIBUER MÉGA- OCTET	MOU- VEMENTS GARDE EN MAIN	QUI A VU LE JOUR SYNONYME DE DO
ILLU- SIONNISTE ADVER- SAIRES					
LE PETIT ÉCRAN CHANGE D'AIR			DONC RIEN VISIBLE PRÉFIXE QUI REUNIT		
		LE DERNIER REPAS DE JÉSUS			
ILS PEUVENT NOUS FAIRE REBONDIR					



SIDOKU



MOTS MÊLÉS

ASSIS BATAVIA BATTAGE CARRE FELICITER FOURGON JALOUSIE MANOMETRE
 ORGANDI OUTRE RANCOEUR RAVIGOTER RENTIERE REPOS RETOURNER RETRACTER
 SENTIER SIGNALER SUISSE ULTIMATUM USAGE

F	U	E	R	R	A	C	E	I	E	R	E
E	A	L	E	A	A	S	D	R	E	S	R
L	I	N	T	V	S	N	T	T	I	E	E
I	V	S	O	I	A	E	C	G	P	G	I
C	A	E	U	G	M	A	N	O	A	A	T
I	T	S	R	O	R	A	S	T	E	S	N
T	A	O	N	T	L	U	T	S	I	U	E
E	B	A	E	E	U	A	O	U	I	E	R
R	M	R	R	R	B	O	J	F	M	S	R

16



- Alger 20°
- Ouargla 15°
- Oran 18°
- Constantine 19°

FADJR 04:48	DOHR 12:50	ASR 16:27	MAGHREB 19:15	ISHA 20:41
----------------	---------------	--------------	------------------	---------------

PERTURBATIONS DANS LA DISTRIBUTION D'EAU POTABLE DANS PLUSIEURS COMMUNES

La Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL) a annoncé dans un communiqué, des perturbations pendant trois jours (lundi, mardi et mercredi) dans le programme de l'alimentation en eau potable impactant plusieurs communes d'Alger-Ouest. D'après la même source, ces

perturbations interviennent suite au lancement de travaux de transfert d'une conduite principale du réseau d'alimentation en eau potable à Ain Allah. Les communes concernées par cette perturbation sont Ouled Fayet, El Achour, Draria, Souidania, Cheraga, Bouchaoui et Dely Ibrahim.



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MARDI 16 AVRIL 2024 // N°791 // PRIX 20 DA

FINANCE INTELLIGENTE

Algérie Poste explore les défis à relever

Une conférence sur le thème « Finance intelligente : naviguer le futur avec l'IA » a été organisée, hier, par Algérie Poste avec la participation d'experts et d'acteurs du secteur financier, en vue d'explorer le potentiel transformateur de l'intelligence artificielle (IA).

Cette rencontre qui s'est déroulée en présence du ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, a mis en lumière les opportunités et les défis liés à l'intégration de l'IA dans le paysage financier algérien, avec pour objectif de favoriser un échange constructif entre les différents acteurs du secteur. La rencontre a permis d'approfondir les connaissances sur les opportunités offertes par l'IA, à travers la présentation notamment d'études de cas illustrant les applications réussies de l'IA dans la gestion des risques, l'innovation financière et l'analyse de données pour une prise de décision éclairée en temps réel. A cette occasion, M. Bibi Triki a relevé que le secteur des services financiers « connaît des transformations rapides grâce aux progrès technologiques, dont l'IA, qui joue un rôle important en offrant des solutions et des applications innovantes renforçant l'efficacité des performances, améliorant l'expérience client et renforçant la sécurité des transactions financières ». Il a souligné à cet effet, que Algérie Poste est « engagée dans une démarche de modernisation de sa gestion et de ses services afin d'offrir un service public à la hauteur des attentes des citoyens et de tous les acteurs ». Il a précisé que cette



conférence « s'inscrit dans le cadre de la volonté de l'institution d'adopter les dernières technologies, telles que l'intelligence artificielle, et de s'ouvrir à son environnement, comme les universités, les centres de recherche et les start-ups, afin d'encourager l'innovation et d'améliorer ses performances ». De son côté, le directeur général d'Algérie Poste, Louai Zaidi, a indiqué que cet événement constitue une « étape cruciale » et un « tournant décisif » dans le parcours de l'entreprise en sa qualité

d'établissement public, « pionnier dans l'industrie financière intelligente et qui vise à partager son expérience en la matière et de bénéficier des propositions et approches pour améliorer l'usage financier et numérique de ses clients ». Pour sa part, l'expert en IA, Mourad Bouache, a mis en avant l'impact de l'utilisation de l'IA dans les analyses financières, soutenant que cette technologie permet, entre autres, de « prévoir les tendances du marché avec une précision déconcertante et

générer des scénarios financiers complexes en quelques secondes ».

De son côté, Mohamed Benaoumeur Senouci, spécialiste dans le domaine de l'IA, a fait observer que cette technologie « permet d'automatiser des tâches manuelles chronophages, libérant ainsi les employés pour se concentrer sur des activités à forte valeur ajoutée ». L'adoption de l'intelligence artificielle n'est pas sans risque, ont fait savoir d'autres intervenants, mettant en garde notamment contre les cybermenaces, la criminalité financière et les risques liés aux deepfakes (contenus IA multimédias hyperréalistes, souvent trompeurs), appelant à mettre en place des « mesures de sécurité robustes pour protéger les systèmes financiers et préserver la confiance des utilisateurs ».

En marge de la conférence, un protocole d'accord a été signé entre Algérie Poste et l'Ecole nationale supérieure d'intelligence artificielle visant à développer une « approche collaborative » solide et bénéfique, avec notamment l'intérêt commun de faire valoir l'expertise de chacune des deux parties afin d'enrichir les solutions et services technologiques innovants proposés sur le marché algérien.

R.N.

ANCIEN MOUDJAHID DE LA WILAYA IV HISTORIQUE MOHAMED CHÉRIF OULD HOCINE N'EST PLUS

Mohamed chérif Ould Hocine, Moudjahid et ancien officier de l'ALN de la Wilaya IV historique, est décédé hier, à l'âge de 91 ans. Ses obsèques se sont déroulées hier après la prière d'El Asr, au cimetière de Hadjout, wilaya de Tipaza. Né à Hadjout (ex-Marengo), le 11 août 1933, ancien officier de l'Armée de libération nationale, Mohamed Cherif Ould El Hocine est issu d'une famille originaire de Aïn El Hammam (wilaya de Tizi-Ouzou). Après des études primaires à Marengo, au terme desquelles il obtient le Certificat d'études primaires, il entre dans la vie active en prêtant main-forte à son père qui exploite un café. Ayant très tôt pris conscience de l'injustice de l'ordre colonial, il rejoint les rangs de l'ALN en 1956, dans la Wilaya IV. D'abord moussebel puis fidaï, il est intégré au sein du commando Si Zoubir (Zone II) au lendemain de l'attentat du 13 janvier 1957 dans la ville de Marengo. Il fait ensuite partie de la valeureuse Katiba El Hamdania (Zone II, Région 3), qui inflige de cuisants revers à l'ennemi. Membre du conseil sectoriel de Cherchell (commissaire politique), responsable de renseignements et liaisons, il est nommé par la suite chef de secteur politico-militaire dans l'Ouarsenis (Zone III), puis membre du Conseil régional de Théniet El Had (Zone 3). En 1958, blessé au cours de la bataille de Douar Siouf (Taza-Trolard), il est évacué vers le Maroc pour y subir des soins. Après la période de convalescence, il est envoyé à Budapest (Hongrie) pour y effectuer un stage professionnel (1960), à l'issue duquel il rejoint Tunis, siège du G.P.R.A., en mai 1961. En septembre de la même année, il fait partie d'un groupe d'Algériens envoyé par l'UGTA à Genève pour y suivre un séminaire syndical organisé par la C.I.S.L après quoi, il crée l'Association des réfugiés algériens en Suisse. A la proclamation du cessez-le-feu, le 19 mars 1962, il est à Alger au moment où la folie meurtrière des despérados de l'OAS sème le deuil et la désolation dans un pays ravagé par huit années de guerre.

R.N.

ALGÉRIE-BIÉLORUSSIE :

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE REÇOIT LE MAE BIÉLORUSSE

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, le ministre des Affaires étrangères de la République de Biélorussie, Sergueï Aleïnik, indique un communiqué de la Présidence de la République. L'audience s'est déroulée en présence du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, et du directeur de cabinet à la présidence de la République, Boualem Boualem.

ALI AOUN REÇOIT LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA BIÉLORUSSIE

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, M. Ali Aoun, a reçu, hier, le ministre des Affaires étrangères de la Biélorussie, M. Sergueï Aleïnik, avec lequel il s'est entretenu au sujet des opportunités de coopération entre les deux pays dans les domaines de l'industrie et de la production pharmaceutique. Selon un communiqué du ministère, les deux parties ont souligné, lors de cette rencontre, la nécessité de développer les domaines de coopération tels que l'industrie des tracteurs, des bus et des

machines de toutes sortes. Dans son communiqué, le ministère explique que cette perspective s'inscrit dans la ligne des instructions du Président de la République visant à développer ce secteur dynamique et de l'orienter vers les industries lourdes, d'autant que la Biélorussie connaît un important développement en la matière. Abordant les projets de coopération dans le domaine de la production pharmaceutique, Aoun a appelé à une plus grande coopération, notamment en ce qui concerne les médicaments

contre les maladies chroniques. Le ministre biélorusse des Affaires étrangères a également souligné que l'Algérie occupe une position privilégiée en Afrique, ce qui en fait un partenaire efficace et stratégique pour la République de Biélorussie pour se lancer dans la fabrication et l'exportation vers les pays africains. Dans ce sillage, Ali Aoun a appelé à la formation d'une commission mixte avant la fin mai pour aborder les domaines de coopération et d'échange d'expériences.

R.N.